Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 34 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***8- 15 septembre 2021***

LE TORCHON BRÛLE AU SEIN DU RÉGIME PHTKISTE

Ariel Henry trébuche sur une pente savonneuse...

Les jovenelistes lancent l'assaut...

Par Léo Joseph

À force de vouloir conserver le pouvoir tel qu'il est, c'est-à-dire un Exécutif monocéphale, le Premier ministre de facto ne recule devant aucune alliance pour atteindre son objectif. Les tractations multisectorielles dans lesquelles il s'est engagé risquent de l'entraîner vers sa perte. Surtout qu'il se retrouve sur une pente savonneuse d'où il peut ne pas pouvoir faire marche arrière.

En effet, la première flèche vient d'être décochée sur lui, par le truchement du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Bed-Ford Claude, obéissant aux ordres du ministre de la Justice, Rockefeller Guerre, requérant

Dieuseul Desras : la guerre sera implacable.,

«les relevés d'appels téléphoniques passés entre les numéros 509.388.7107 et 509.3732.2076 appartenant respectivement à monsieur Joseph Félix Badio et monsieur Ariel Henry entre le 1er et le 15 juillet 2021 ». Voilà franchie la première étape d'une action visant inexorablement à éjecter M. Henry de la primature.

Alors que le Premier ministre de facto fait des mamours aux partis d'opposition farouchement hostiles au PHTK, cherchant à récupérer l'héritage politique de Jovenel Moïse avec des alliés issus de la même famille politique, l'homme qui avait été choisi par le président de facto défunt, pour succéder à Claude Joseph, chef du gouvernement que celui-

Claude Josep :, l'équipe a décoché la première flèche.

là avait rejeté, forge son alliance dans l'opposition.

Jovenelistes out ?

La stratégie politique ayant abouti à cette démarche auprès de la Digicel, la compagnie de téléphone cellulaire dont le Premier ministre de facto et l'homme accusé d'avoir ordonné l'exécution de Jovenel Moïse, est lancée afin de couper court au projet macabre du neurologue bombardé politicien par le président de facto

Suite en page 2

L'INSÉCURITÉ SE RENFORCE AU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE

Jimmy Chérizier, dit Barbecue, appelle ses troupes au combat.

Léon Charles cherche à en imposer, mais...

Par Léo Joseph

Il semble qu'à la capitale haïtienne, les guerriers fourbissent, ou mettent en conditions, leurs armes, tant du côté des gangs armés que de la Police. Jimmy Chérizier, dit Barbecue, le « *général* » des G-9 et alliés en famille s'est déclaré en mode de combat, lançant un avertissement au public demandant à tous de rester chez eux, à partir de lundi (6 septembre), pour éviter d'être victime de violence. Réagissant, de son côté, Léon Charles, le directeur général de la Police nationale, cherchant à en imposer, a déclaré ses troupes sur le point de se

Léon Charles, il est grand temps de joindre le geste à la parole.

Suite en page 2

LA DISTRIBUTION DE L'AIDE DANS LE GRAND SUD

Les dirigeants haïtiens complètement débordés...

Des milliers de victimes laissées pour contre....

Aux Cayes, dans le département du Sud, des fouilleurs cherchant des survivants dans les décombres.

Par Léo Joseph

Bientôt un mois depuis que la terre a vigoureusement secoué le grand Sud, et des milliers de victimes n'ont toujours pas eu nouvelle de l'aide qui, pourtant, coule à flots, plus ou moins, dans les principales villes des trois départements les plus touchés. Si, à Port-au-Prince, le pouvoir central s'applique à tenir la nation et le reste du monde dans l'ignorance des faits, au niveau de la «Protection civile » (PC), l'organisme à qui incombe la responsabilité de faire le bilan des pertes et des victimes, l'impossibilité d'accéder physiquement aux communes les plus dévastées

Suite en page 3

HAPPENINGS!

A "Revolution" in Haiti to be spearheaded by a gang leader

Jimmy "Barbecue" Chérizier, the would be revolutionary.

By Raymond Alcide Joseph

Haiti would really be cursed to go through all these tragedies in just two months: the president is assassinated July 7; on August 14, a 7.2 magnitude earthquake devastates three departments of the Greater South, followed, two days later, by the misnamed Hurricane Grace, which ungraciously drenched the thousands made homeless by the earth-

Continued on page 7

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 2

LE TORCHON BRÛLE AU SEIN DU RÉGIME PHTKISTE

Ariel Henry trébuche sur une pente savonneuse...

Les jovenelistes lancent l'assaut...

Suite de la page 1

to défunt. Dans l'esprit des héritiers de ce dernier il faut aller très vite en besogne, car le chef de la primature a présentement le vent dans le dos, se retrouvant en bonne position par rapport aux promesses qui lui ont été faites, dans le cadre des conciliabules en cours.

Parvenu presqu'à la conclusion de son « *deal* » avec ses présents interlocuteurs, comme condition de l'appui qu'il recherche pour stabiliser son gouvernement et mettre à exécution sa propre proposition de sortie de crise, Ariel Henry ne reculera pas face à l'idée proposée de livrer les jovenelistes « *en pâture* ». Dans ce cas précis, il n'affiche aucun état d'âme. Surtout que les conditions qui l'ont amené au pouvoir l'ont obligé à cohabiter avec «*des étrangers politiques* ». Il est considéré comme un « *intrus* », dans

Rockefeller Vincent, le lanceur de la première flèche.

le monde PHTKiste/joveneliste.

Les négociations vont bon train, et elles prévoient la mise à l'écart de la grande majorité des hommes qui l'entourent aux réunions du Conseil des ministres. Donc, out jovenelistes : ministre des Affaires étrangères Claude Joseph, celui de la Justice et de la Sécurité publique, le titulaire de la Planification et de la Coopération externe, Dieuseul Simon Desras, le ministre des Finances et des Affaires économiques, Patrick Michel Boisvert, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Rockefeller Vincent.

Deux directeurs généraux sont menacés de suppression. Il s'agit du patron du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD), , Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur . et du chef de l'ONA.

D'autres jovenelistes sont visés dans ce qui prend l'allure d'une véritable purge exigée par les interlocuteurs politiques d'Ariel Henry.

Il paraît certain que l'initiative

Michel Patrick Boisvert, en plein dans la bataille.

de Me Claude, qui donne à penser que l'équipe des jovenelistes entend se défaire rapidement d'Ariel Henry, avant qu'il ne soit en mesure de sévir contre eux, vise à mettre ce dernier hors d'état de nuire, à brève échéance. Certains disent « *dans les prochaines heures* ».

Reste à savoir si les nouvelles alliances conclues par Ariel Henry pourront l'aider à surmonter cette dernière attaque, qui a toutes les chances de tout chambouler pour lui.

Rien à faire, le torchon brûle, au sein du pouvoir PHTKiste. Les hostilités ne tarderont pas à s'ouvrir. Les jovenelistes vont tout entreprendre pour qu'ils ne soient pas jetés par-dessus bord. Et les nouveaux alliés du neurologue sont parvenus trop proches du pouvoir pour accepter d'essuyer docilement le magistral «*panzou* ».

L.J.

L'INSÉCURITÉ SE RENFORCE AU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE

Jimmy Chérizier, dit Barbecue, appelle ses troupes au combat...

Léon Charles cherche à en imposer, mais...

Suite de la page 1

colleter avec les bandes armées, afin de créer un climat de paix et de sérénité, en sus de rétablir la sécurité. D'ores et déjà, d'aucuns se demandent si le DG de la PNH a les moyens de sa politique, vu qu'il y a eu concert d'armes automatiques dans plusieurs quartiers de la capitale, le lundi 6 septembre, une tendance qui s'est encore renforcée le lendemain (mardi 7 septembre).

Il est opportun de rappeler que quand Barbecue se fâche et annonce une reprise de la mobilisation de ses troupes, les kidnappeurs reprennent du service. L'accalmie observée dans l'enlèvement contre rançon, au cours des quatre dernières semaines, s'est rompue. Au moins six personnes ont été kidnappées, au cours des dernières soixante-douze heures. Dans un premier temps, deux frères, qui voyageaient de Petit-Goâve à la capitale, ont été enlevés par des hommes armés non identifiés à Martissant, quartier situé au sud de Port-au-Prince.

Dans la matinée du lundi (7 septembre), Bernard Cameau, cadre de la Capital Bank, directeur d'une succursale au centre-ville de Port-au-Prince, a été kidnappé en face de l'institution qu'-il dirige. Aucune information concernant la rançon exigée pour sa remise en liberté.

Au cours de la journée de ce même lundi a été signalé le ravissement de l'épouse du Dr Martial Bénêche. Les informations disponibles font croire qu'elle a été prise en otage tout près de l'Hôpital de l'Université d'Haïti (HUEH), par des hommes armés, encore non identifiés, qui l'ont conduite à une destination inconnue. On attend pour savoir la somme qui sera exigée comme rançon de sa famille.

Le même jour a été aussi ravi le Dr Bernard Nau. On ignore les conditions dans lesquelles il a été pris comme otage, ni la somme d'argent demandée pour sa libération.

Une employée de l'organisation nommée « Nos petits frères et sœurs », Marie-Ange Berel, a été kidnappée, également au cours de la journée du mardi. En réaction, l'institution où elle travaille a décidé de fermer ses portes, jusqu'à ce qu'elle soit remise en liberté.

Les « troupes » de Barbecue lâchées

Jouant le geste à la parole, Jimmy Chérizier, dit Barbecue, le lundi (6 septembre), a lancé ses malfrats au centre-ville de la capitale, particulièrement au boulevard de l'Aéroport, provoquant la panique dans le monde des affaires et au sein des employés qui se rendaient au travail. Cette situation a obligé les automobilistes et les véhicules de transport en commun à faire demi-tour.

La même situation était constatée à Carrefour Drouillard, qui était littéralement bloqué, à plusieurs endroits où brûlaient des barricades enflammées, la chaussée ayant été obstruée aussi par des camions qui étaient mis de travers.

L'accès à la Nationale numéro 1 était impensable, surtout des tirs allaient dans toutes les directions, dégénérant en une atmosphère qui a déterminé les entreprises à baisser les rideaux métalliques.

D'autres quartiers de la capitale étaient l'objet de l'assaut des bandes armées. C'était aussi le cas pour la zone de Delmas, notamment Delmas 26, 27, 28, 29, aussi bien que La Saline, et le Bicentenaire où les gangs armés opéraient à visière levée.

Quasiment toute la matinée, le trafic et le commerce étaient complètement perturbés. Une situation également observée à la Gare de Hinche, à l'entrée du wharf de Jérémie. Les petits détaillants n'ont pas osé mener leurs activités.

Dans son intervention publique, qui a été largement médiatisée et propagée sur les réseaux sociaux, la semaine dernière, Jimmy Chérizier avait promis de lâcher ses « *troupes* » dès lundi. Aussi avait-il avisé à ceux « *qui n'avaient une bonne raison de sortir de ne pas s'aventurer dans les rues* ». Il a tenu parole. Mais pas Léon Charles !

La Police encore absente

Les hommes d'affaires, dont les entreprises se trouvent dans les zones occupées par les gangs armés, au cours de la journée du lundi et de mardi, ont été aux abois, constatant les malfrats instaurer le régime de terreur sans être inquiétés. Car, encore une fois, l'absence de policiers a été très remarquée. Les déclarations du directeur général de la Police faisant croire qu'il allait mettre fin à la terreur instaurée par Barbecue et son « *armée* » ont vraiment accouché d'une souris.

Suite à la démonstration de force de Barbecue contrôlant ses « *troupes* », à distance, lundi et mardi, semant la pagaille dans une bonne partie de la capitale, plus personne ne croit au discours encourageant de Léon Charles faisant croire qu'il a la volonté et les moyens d'avoir raison des bandits qui encerclent Port-au-Prince. Les familles, mais surtout le secteur des affaires, celui pris pour cible par Jimmy Chérizier, tout au moins dans ses interventions publiques, redoutent le jour où tous les gangs décident de se liguer tous ensemble, en vue de lancer l'ultime assaut contre la Police. Car trop de gens croyaient que, finalement, Léon Charles allait montrer à Barbecue et à ses hommes de quel bois il se chauffe.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 3

LA DISTRIBUTION DE L'AIDE DANS LE GRAND SUD

Les dirigeants haïtiens complètement débordés...

Des milliers de victimes laissées pour contre....

Suite de la page 1

constitue une gageure. Autant dire, s'il faut s'attendre à un vrai déploiement d'effort de la part des gens au pouvoir pour faire aboutir l'aide à ceux qui en ont le plus besoin, ces derniers risquent de sombrer encore longtemps dans la souffrance.

Dans son édition du 3 septembre, *Le Nouvelliste*, citant un cadre de la Protection civile, le bilan des dégâts ainsi que les décès et les personnes portées disparues sont établis. Ces données restent pourtant très provisoires, puisque les autorités ignorent — et pour longtemps encore — l'étendue des pertes subies et le nombre de victimes enregistrées dans régions reculées des communes du département du Sud. Selon toute vraisemblance, cette réalité n'est pas différente, dans les régions éloignées des communes de la Grand'Anse et des Nippes.

En effet, le quotidien haïtien, se faisant l'écho de Sylvera Guillaume, coordonnateur technique de la Protection civile, rapporte : « *Du 14 au 30 août, bilan humain s'élève à 1 832 morts, 9 158 blessés et 195 disparus dans le département du Sud. 30 127 maisons sont détruites alors que 42 730 sont endommagées. Pour tout le département, 72 859 familles sont sinistrées selon les propos de Sylvera Guillaume, coordonnateur technique de la Protection civile pour le département du Sud. Pour la même période, 19 institutions sanitaires sont détruites tandis que 40 sont endommagées. Du côté des infrastructures scolaires, le département a perdu 121, soit 85 publiques et 36 privées* ».

En fonction du tout dernier bilan présenté, après un silence de plusieurs jours, la Protection civile a, dans une communication diffusée sur son compte twitter, mis à jour ses dernières données. Désormais, le nombre de décès passe à 2 246, soit 1 852 dans le département du Sud, 227 dans la Grand'Anse et 167 dans les Nippes. Le nombre de personnes portées disparues dans le Sud est présentement porté à 300 dans le Sud, 29 dans la Grand'Anse et 0 dans les Nippes. En sus de 12 730 blessés dans tout le grand Sud. En vertu des toutes dernières données, 53 815 maisons sont détruites; et 83 770 endommagées. Les autorités n'ont pas présenté de données relatives au nombre de maisons endommagées au point d'être démolies.

Le COUD au bout de ses moyens : Des milliers de sinistrés attendent l'arrivée de l'aide

Déployé par le Premier ministre de facto Ariel Henry, afin de faire aboutir l'aide jusqu'aux points reculés des départements frappés par le séisme du 14 août, le Centre d'opérations d'urgence départemental (COUD) se retrouve au bout de ses moyens. Ce qui se traduit par l'arrêt de la distribution d'aide dans les communes d'accès difficile. Il semble que, l'imagination faisant défaut, les dirigeants se complaisent dans l'inaction, face à cette difficulté. M. Guillaume s'est rendu compte de ce handicap auquel est confronté le COUD. À cet effet, *Le Nouvelliste*, dont l'article signé de Jordany Junior Verdieu, souligne : « *Sylvestre Guillaume a mis l'accent sur des difficultés ayant fait obstacle à la Protection civile dans le Sud. Actuellement, on constate une lenteur dans l'assistance. Des zones n'ont jusqu'alors rien reçu. Le Centre d'opérations d'urgence départemental (COUD) ne peut pas toucher les zones difficiles d'accès, notamment la 4e section communale de Torbeck, Rendel, Dolian, Port-à-Piment et plusieurs localités de l'aire du pic Macaya* ».

Ce qui reste de l'hôtel Le Manguier du défunt ex-sénateur Gabriel Fortuné, aux Cayes.

Citant encore le quotidien *Le Nouvelliste*, le coordonnateur de la PC fait état de la défaillance du COUD, par rapport à la distribution de l'aide, déclarant que «*(...) la couverture de la réponse n'est pas en adéquation avec les besoins de la population victime*». Selon M. Guillaume, les problèmes de cette organisation sont de plusieurs ordres. Et le quotidien haïtien signale : « *Le COUD fonctionne dans un espace exigu, il ne gère pas de liquidités ni de stock* ».

À la lumière des précisions données par Sylvera Guillaume, il y a lieu de conclure que les décideurs haïtiens se montrent avares de moyens de financement de la distribution de l'aide aux sinistrés. Faut-il croire qu'ils s'attendaient à ce que les donneurs d'aide financent aussi les voies et moyens de la faire aboutir à ceux qui en ont besoin ?

Des milliers de sinistrés oubliés

Les données fournies par la Protection civile déclarées provisoires, pourraient se chiffrer dans les milliers, eu égard aux sinistrés ayant grand besoin de l'aide. De même que le nombre de décès dont le chiffre exact reste inconnu. En tenant compte des régions isolées et lointaines, en sus d'accès difficile, les dénombrements fournis par les officiels haïtiens pourraient se situer bien au-delà des derniers chiffres admis officiellement. D'ailleurs, les déclarations de M. Guillaume relatives aux régions dont les victimes attendent encore l'aide incitent à croire que les autorités du pays tardent encore à présenter des données objectives en ce qui a trait au nombre des victimes (décès, blessées et portées disparues), y compris les dégâts matériels essuyés.

Un terrain de football accueille des sinistrés sous des tentes de fortune depuis plus de deux semaines, aux Cayes.

En effet, rien que pour le département du Sud, le coordonnateur technique de la Protection civile énumère la « *4e section communale de Torbeck, Rendel, Dolian, Port-à-Piment et plusieurs localités de l'aire du pic Macaya* » comme étant des zones d'accès difficile où la caravane de l'aide n'est pas encore arrivée, en raison de la difficulté d'accès par voie terrestre.

Tout d'abord, il faut savoir que des victimes d'autres communes sont dans l'attente du secours, notamment, Roche-à-Bateau, Les Côteaux, Chardonnières, Les Anglais, la Cahouane et Tiburon, à l'extrême côté ouest du département, avant d'atteindre Les Irois, qui fait partie de la Grand'Anse. Si Port-à-Piment, ville située sur la route côtière reliant Les Cayes à Tiburon, est portée comme lieu d'accès difficile, qu'en est-il donc de ses sections rurales et celles des autres communes qui l'ont précédée, de même que Tiburon, qui vient après Cahouane.

Ariel Henry pris en flagrant délit de mentir au sujet de la distribution de l'aide

Si le coordonnateur technique de la Protection civile a levé un peu le voile sur les handicaps de la distribution de l'aide sans aucune prétention de maquiller la vérité, le Premier ministre de facto, quant à lui, s'est laissé prendre en flagrant délit de mentir à propos de l'opération de distribution de l'aide, dans le département des Nippes. Aussi s'est-il vu rappeler à l'ordre par le secrétaire de l'Association des CASECs de Nippes, Smith Borgelin.

Réagissant à la déclaration faite par le Premier ministre de facto, dans le cadre d'une conférence de presse tenue lors de sa première visite dans les Nippes, le mardi 24 août, au Centre d'opération d'urgence départemental (COUD), que «*L'aide avait déjà touché les sections communales de ce département, à l'exception de Grand Boucan*»; en sus de se féliciter de « la bonne organisation de l'aide dans le département des Nippes », M. Borgelin a demandé des précisions sur ces opérations, particulièrement des détails relatifs à la nature et la répartition de l'aide dont a fait mention le chef du gouvernement de facto. « *À qui le Premier ministre a-t-il donné l'aide dont il parle ?* », s'est interrogé le secrétaire de l'Association des CASECs des Nippes.

Plus loin, dans son intervention faite au nom de tous les CASECs de ce département, Smith Borgelin a précisé qu'aucune de ces juridictions n'a reçu de l'aide du gouvernement central indiquant que plutôt des organisations privées sont intervenues dans les sections communales.

Soulignant les besoins des communautés, rudement éprouvées par le séisme du 14 août, en tôle, ciment, bois, etc., M. Borgelin exhorte l'État et toute autre organisation qui désirent venir en aide aux victimes de cette dernière calamité, dans le département des Nippes, de « *traiter directement avec les CASECs* », se réjouissant également de la solidarité dont a fait montre le peuple haïtien, dans la foulée de ce séisme qui a éprouvé tant de familles et déclenché la destruction de manière collective.

Coordonnateur du Conseil administratif de Gérin, première section communale des Baradères, Smith Borgelin a profité de l'occasion pour faire une mise au point à l'adresse du ministre de l'Intérieur lui demandant de « *cesser de traiter les CSECs en parents pauvres* ». Puisqu'ils n'ont pas perçu leurs allocations depuis plus d'un un, soit exactement treize mois.

L'acheminement de l'aide aux sinistrés, serait-il le cadet des soucis du pouvoir ?

En terme de solidarité à l'égard des victimes du tremblement de terre du 14 août, la communauté internationale s'est montrée égale à elle-même. Si les pays membres de l'ONU n'ont pas délié généreusement la bourse, cette fois, à l'invitation de l'organisation internationale, le souvenir du gaspillage orchestré des plus de USD 4 à 8 milliards $ qui avaient été collectés, suite au séisme du 12 janvier 2010, étant encore vif en leur mémoire, ils se sont automatiquement mobilisés pour apporter de l'aide en nature, sous forme de kits alimentaires et sanitaires, tentes, bâches ainsi que d'autres nécessités domestiques et familiales, en sus de provisions alimentaires faisant cruellement besoin dans diverses régions victimes de cette catastrophe.

Certes, des gens confortable-

Suite en page 5

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 4

NOUVELLES BRÈVES

De partout, arrivent les mauvaises nouvelles

La nature, en colère, se déchaine en tremblements de terre, en ouragans, en enfer sur terre. La pandémie du siècle reparaît en flèche, fauchant enfants et adultes. Le fléau de coup d'État emporte un président en Afrique, et en Haïti les citoyens subissent les méfaits des bandits régnant en maîtres dans un pays à la dérive. Après le tremblement de terre de magnitude 7,2, en Haïti, le 14 août, suivi de l'ouragan Grâce d'une ingratitude sans pareille, deux jours plus tard, d'aucuns déclaraient pays maudit. Puis l'ouragan Ida, tel une femme enragée, s'abat sur les Çtats-Unis, de la Louisiane, au sud, jusque dans le nord-est, y compris New York, entrainant des inondations et causant des pertes de vies humaines. Alors, on se demande quel péché attribué aux Américains pour qu'ils soient châtiés de la sorte.

Tout ceci pour dire que les faux prophètes se leurrent quand ils pointent du doigt Haïti, victime de fléaux naturels châtié pour avoir renversé le système esclavagiste, comme si Dieu était favorable à l'esclavage. La réalité est que Haïti se trouve à un point du globe où les failles terrestres sont actives, à l'instar d'autres pays, d'ailleurs également sujets aux tremblements de terre.

Mais, les ouragans et les incendies incontrôlables, qui font irruption dans certaines zones, comme dans l'ouest américain, ainsi qu'en Australie, en 2019 et 2020, résultent des abus de l'homme contre la nature, ce qui donne lieu à des phénomènes climatiques indésirables. Aussi des leaders avisés du monde s'organisent-ils en vue de trouver des solutions visant à réduire les activités humaines à la base de l'impact négatif des activités humaines sur l'environnement. C'est le moment d'applaudir le président Joseph Biden qui a su reprendre sa place à la Commission internationale sur l'environnement, dont l'ex-président Donald Trump s'en était désolidarisé.

Venons à l'ouragan Ida, qui a frappé premièrement la Nouvelle Orléans, le 29 août, la deuxième puissante tornade à atterrir en Louisiane,16 ans après Katrina, la plus dévastatrice qui ait été enregistré. Cette dernière a continué son parcours vers le nord et le nord-est, jusqu'à atteindre New York, New Jersey et Pensylvanie, avant de frapper Tennessee, pour enfin se désagréger dans le Golfe de St. Lawrence, au nord de la frontière canado-américaine, le 4 septembre. Les dégâts sont évalués à quelque 50 millions de dollars, aux Çtats-Unis, et à plus d'une soixantaine de décès, dont une cinquantaine dans le nord-est, y compris 11 à New York (comté de Queens), 27 dans le New Jersey, presque tous dus surtout aux inondations provoqués dans des appartements au sous-sol. Dans certaines zones de la Louisiane, y compris la métropole de la Nouvelle Orléans, les abonnés étaient privés d'électricité durant toute une semaine. Hier, mardi, 7 septembre, le président Biden a visité les zones frappées, à New Jersey et à New York. Par ailleurs, demain, jeudi, 9 septembre, il compte s'adresser à la nation, afin, surtout, d'exposer son plan pour contrecarrer la remontée du coronavirus.

Entre-temps, les incendies des forêts dans les états de l'Ouest américain deviennent coutumiers, de sorte que le ministère de l'Intérieur, qui s'occupe du territoire, recueille les statistiques depuis l'année 1980, couvrant 10 des états les plus affectés, dont la Californie se trouve en tête de liste. On n'a pas encore répertorié les dégâts, cette année, le

Le président Alpha Condé mis à pied par les militaires, à Conacry, Guinée.

dernier incendie ayant été maîtrisé ou ayant terminé son parcours la semaine dernière. Toutefois, pour l'année dernière, il s'agissait de plus de 10 milliards de dollars de dommages enregistrés seulement dans cet état.

***Le coronavirus continue à faire d'importants dégâts.** Selon les statistiques de *Centers for Disease Control and Protection* (CDC), l'organisme fédéral préposé à la surveillance de la santé de la nation, le nombre de personnes hospitalisées, pour cause de la COVID-19, ont doublé ce *« Labor Day »*, fête du travail, aux États-Unis, observée annuellement le premier lundi du mois de septembre. Selon le *Washington Post*, qui suit la situation, au 7 septembre 2020, on comptait 38 192 personnes hospitalisées victimes du virus, tandis que le 6 septembre de cette année, ce chiffre s'approchait des 100 000, soit exactement 99 720. Les enfants, qui étaient épargnés au début des infections à la COVID-19, sont maintenant ciblés, tel qu'il a été annoncé, la semaine dernière, dans cette rubrique. À la faveur de l'ouverture des classes, toutes les précautions sont prises pour protéger élèves et enseignants.

Néanmoins, la situation n'est pas aussi critique qu'en janvier de cette année quand 3 100 personnes mourraient quotidiennement de complications liées à la COVID-19. Ce qui laisse croire que le vaccin a beaucoup aidé depuis qu'on a commencé la campagne d'inoculation, il y a un an. C'est à Delta, la nouvelle variante du virus, qu'on attribue la remontée de la COVID-19. Maintenant, il est question d'une nouvelle variante baptisé MU. Ainsi, il est vivement recommandé aux retardataires de se faire inoculer. Et tout le monde, même ceux-là qui sont déjà vaccinés doivent se protéger, en suivant les consignes de l'heure : le port du masque, la distanciation sociale, et le lavage des mains aussi souvent que possible. Il faut noter qu'à cause de la pandémie, le défilé antillais sur le boulevard Eastern Parkway, à Brooklyn, N.Y., qui attire ordinairement plus d'un million de fans, n'a pas eu lieu cette année.

Néanmoins, la situation n'est pas aussi grave que plus tôt cette année quand, au mois de janvier, on enregistrait 3 100 décès quotidiennement. La remontée de la pandémie est attribuée à la nouvelle variété du virus, la Delta, beaucoup plus nocif. Aussi est-il recommandé aux retardataires de se faire inoculer le plus vite que possible. Alors que tout le monde est invité à continuer d'observer les consignes : le port du

Le colonel Mamady Doumbouya, le tombeur d'Alpha Conde.

masque, la distanciation sociale et se laver les mains le plus souvent possible.

Une victime de la COVID-19, lundi, fut le *West-Indian Day Parade,* le défilé annuel organisé par la communauté antillaise sur le grand boulevard *Eastern Parkway,* à Brooklyn, qui attire ordinairement plus d'un million de spectateurs applaudissant les artistes montés sur des chars allégoriques, parfaitement bien décorés pour l'occasion. Toutefois, il y avait divertissement, les gens ayant investi les parcs de Brooklyn — et d'ailleurs, sans doute, organisant des fêtes spontanées, en famille.

***Coup d'État en Guinée.** C'est dimanche dernier, 5 septembre que la nouvelle a perturbé le jour de repos ordinaire des Chrétiens : Les militaires guinéens ont mis fin à la carrière présidentielle d'Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010, devenu autocrate par-dessus le marché. En octobre dernier, à 82 ans, il s'est octroyé un troisième mandat que la grande majorité des Guinéens considéraient illégitime. Mais usant de la répression contre l'opposition, occasionnant des morts, il a eu gain de cause.

Selon *Guinafnews info,* un organe de presse en ligne, la révocation du colonel Mamady Doumbouya, le tout puissant commandant des forces spéciales, a scellé le sort d'Alpha Condé, qui était revenu fraîchement des vacances. Pour se venger de cet affront, très tôt dimanche, les unités d'élite sont passées à l'action, attaquant le palais national, et ont vite fait prisonnier Alpha Condé, emmené à une destination inconnue, jusqu'au moment de mettre sous presse.

Le ministère des Affaires étrangères émit un communiqué dénon-

Le père André Sysvestre.

çant le putsch, et le secrétaire général des Nations Unies (ONU), António Guterres, condamne « *toute prise du pouvoir par les armes* », demandant aussi « *la libération immédiate du président Alpha Condé* ». Il faut se rappeler que l'ONU ne s'est jamais prononcée sur les écarts des normes démocratiques du président guinéen, passé maître dans la répression. Les militaires ont annoncé la mise en place d'un «*gouvernement de transition* », qui restera en poste, jusqu'aux nouvelles élections, sans préciser de date.

Ce qui fait penser à Haïti, où un certain Jovenel Moïse s'organisait à introniser une nouvelle dictature, sous les yeux bienveillants de la représentante de l'ONU, Helen Meagher La Lime. Il faut repenser le nouvel ordre mondial, que la communauté internationale se propose de créer.

***Et en Haïti, la situation empire ;** Que **« *le pays n'est ni dirigé, ni gouverné* »**, comme l'avait dit Monferrier Dorval, le président du Bareau des avocats de Port-au-Prince, le jour même de son assassinat, le 28 août de l'année dernière, se confirme presque chaque jour. Suite à une série de kidnappings contre rançon rapportés depuis tantôt deux semaines, y compris un directeur et un assistant directeur de banque, à Port-au-Prince, l'assassinat d'un prêtre, au Cap-Haïtien, est choquant.

C'est arrivé avant-hier, lundi, quand le prêtre André Sylvestre a été abattu par des bandits armés, alors qu'il revenait d'une succursale de la Sogebank, sans doute après avoir fait une transaction. Emmené d'urgence à l'hôpital Justinien de la ville, il y a rendu l'âme. *Gazettehaiti.com,* qui a rapporté la nouvelle, dit que le curé de la Brillère (Acul-du-Nord) est originaire de Plaisance du Nord. Les gens de ces deux communautés, d'ajouter la publication, « *sont plongés dans le plus grand émoi !* » On dirait, pas eux seulement, mais toute la nation se trouvant sous la férule des gangs armés, apparemment protégés par certaines autorités qui leur assurent l'impunité.

***Deux victimes de dernière heure à ajouter à la liste des kidnappés :** Rocheline Louis Bènêche et Marie-Ange Béril. Nos remerciements à *Vant Bèf Info* (VBI), qui a relaté ces informations.

C'est le mari de Rocheline Bénêche, Dr Martial Bénêche, qui a confirmé que son épouse a été enlevée, hier, mardi 7 septembre, dans la matinée, dans les parages de l'Hôpital de l'Université d'Çtat d'Haïti (HUEH), à quelques mètres du Palais national. À souligner que Martial Bénêche, MD., est le directeur départemental de l'Ouest du Ministère de la Santé publique et de la Population.

En ce qui a trait à Marie-Ange Béril, elle est directrice du foyer Sainte Anne, à Tabarre, l'une des entités de l'organisation **« *Nos Petits Frères et Sœurs* ».** Suite à ce deuxième enlèvement, l'organisation a décidé de fermer ses portes. Quelques semaines plus tôt, Bénicia Benoit, une autre employée de l'organisation a été prise comme otage. Rien n'est dit en ce qui concerne la rançon exigée par les ravisseurs. Ainsi vont les choses dans l'Haïti gangstérisé des PHTKistes.

(Voir les éditoriaux en pages 10 et 11, ainsi que les rubriques **Happenings,** en anglais, et **Grenn Pwonmennen,** en créole, pour plus de détails).

Deux dates proches à retenir l'attention:** ***Samedi, 11 septembre, ramène le 20e anniversaire de l'attaque terroriste contre les Çtats-Unis, dirigée contre le « World Trade Center », à New York, et le Pentagone, à Washington, par al-Kaeda, sous les ordres d'Osama bin Laten, qui a déclenché la guerre d'Afghanistan.

Et samedi dernier, 28 août, fut le premier anniversaire de l'assassinat de Monferrier Dorval, le président du Barreau des avocats de Port-au-Prince. Il attend encore que « justice » lui soit rendue, alors que l'on fait un tollé pour que « justice » soit rendue à Jovenel Moïse, assassiné, lui aussi, à quelques mètres de celui-là, dans les conditions qu'on sait.

Pierre Quiroule II

8 septembre 2021

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 5

POÉSIE

L'hécatombe du mois d'août

Quel est ce claquement, ce chambard, ce bastringue
Qui a asphyxié notre douce méringue
Pour nous offrir plutôt cette bizarre danse
Tant au Sud aux Nippes que jusqu'à la Grand 'Anse ?
Ce samedi matin, avec désinvolture,
Promptitude et furie, sourde, Dame nature
Nous a joué un tour, et, selon sa coutume,
Déchiqueté le cœur déjà plein d'amertume.

Jésus, Marie, Joseph ! Quel drame ! Quel effroi !
Mais pourquoi derechef, cette trop lourde croix,
Ce samedi matin, jour du « baissez-levez »,
A-t-elle fait chez nous ce moult de trépassés ?
Ciel ! où sont-ils passés tous les « Pater Noster »
Que nous t'avons offerts pour garder notre terre
De ce banc de failles, de cette apocalypse
Rendant chaque syllabe une bizarre ellipse ?

J'entends tous les sanglots – Ô douleur infinie ! –
Qui ont blessé l'azur d'Aquin à Jérémie,
De L'Asile aux Cayes, de Rousseau aux Roseaux
Et réduit mon cœur « en miettes morceaux ».
Oh ! damnés sont-ils nés, ainsi sont-ils partis
Avec tous leurs rêves qu'ils n'avaient jamais dits
Et tous leurs cauchemars qu'ils ne diront qu'aux anges
Qui les ont accueillis chantant mille louanges.

Quel drame ! Ô Quatorze août ! Ce tremblement de terre
A tout bouleversé, rendant impur l'éther
Tant au Sud aux Nippes que jusqu'à la Grand 'Anse.
Au loin, m'est parvenu le reflet du silence,
De la calamité, du chagrin et du deuil
Qu'il a fait répandre sans cœur de seuil en seuil.
Ô J'ai cru entendre, mû par ma peine extrême,
Chaque air de leur âme tanguant dans mon cœur blême.

Qui pourra dénombrer, en ce jour ou un autre,
Pour la postérité, sous ce ciel qui est nôtre,
Ceux qui nous ont laissés le cœur noyé de larmes,
Pleurant leur vain départ, raillant d'hier les alarmes ?
Prieront-ils pour ceux qui, en partant ce matin,
Leur avaient proposé des jours sans lendemain,
Offert le « Bon Dieu bon » dès leur première aurore
Jusqu'au dernier instant de leur si triste mort ?

Après s'être enivrés de ce subtil opium
Durant leur existence, ils sont des milliers d'hommes,
De femmes et d'enfants à nous dire leurs adieux
Aujourd'hui, en marche vers de tout nouveaux cieux.
Mon âme devant eux est comme un puits de pleurs,
Écoutant leurs cris sourds, le son de leurs malheurs
Le bruit de leurs « kwi » brisés tant par ce séisme
Que par d'un grand nombre – hélas ! – l'éhonté égoïsme.

À l'heure des bilans, est-ce la faute à qui ?
Est-ce celle de ces morts, lesquels, pour seul acquis,
N'ont eu en ce monde que la paix de la tombe
Que leur ont construite gauchement, tout en trombe
Ces hommes sans âme, ces ciseleurs de bourdes,
Qui n'ont eu pour guides que leurs abjectes gourdes ?
Il ne nous reste plus que leurs creuses prières
Que méprise même l'écho des cimetières.

Hélas ! Notre-Dame ! Ils sont morts sans « ochan »,
Loin de leur masure, en route vers leur champ,
Leur houe sur l'épaule et leur pioche à la main,
Couronnés de misère, bravant le lendemain.
Ils sont tous morts debout. On ne les compte plus :
Leur salaire et leur prix sont tous superflus,
Car bon nombre d'entre eux s'appelaient Lériva,
Bien-Aimé, Lovana, Zius ou Jésula.

Ils s'en sont tous allés, ces innombrables morts,
Je ne le doute point, l'être plein de remords,
Aussi loin que le vent ou l'aile d'une brise
Voudrait guider leurs pas vers une vieille église.
Qui aurait pu sabrer ce tremblement de terre
Pour ainsi nous gracier du « tremblement de taire » ?
Comme je pense à eux ! Au « pays sans chapeau »,
Peut-être obtiendront-ils des élus le repos !

Christ ! Ils sont des milliers, tous venus d'Haïti,
Un pays situé bien loin du paradis
Pour nombre de ses fils. Les accueilleras-tu
En ton doux sein ? Ils t'ont tant attendu
Et ne t'ont jamais vu. En cet instant final,
Qui les conduira vers ce palais de cristal
Qu'on leur avait promis avec loi mais sans foi ?
Ô Dieu, aie pitié d'eux : je t'implore cent fois !

Comme je pense à toi, perle qui m'as vu naître,
Toi qui, sort après sort, sembles faire renaître
L'esprit d'un Quatorze-Août lointain et non défunt
Où tous les conjurés avaient fait un à un
Ce fidèle serment : « Vivre libre ou mourir ! »
Ce cri de liberté poussé par nos Martyrs
Te maintiendra debout. De nos rêves chacun
Taira ce Quatorze-Août Deux mille vingt et un.

louiscarlsj@yahoo.com
24 août 2021

LA DISTRIBUTION DE L'AIDE DANS LE GRAND SUD

Les dirigeants haïtiens complètement débordés...

Des milliers de victimes laissées pour contre....

Suite de la page 3

ment installés au sein du pouvoir se la coulent douce à Port-au-Prince, se faisant le cadet de leur souci l'acheminement de l'aide à ceux qui en ont extrêmement grand besoin. Cela traduit éloquemment l'insouciance qui les caractérise par rapport aux sinistrés. Car, en dépit des mauvaises conditions climatiques et d'infrastructures routières, si ces hommes et femmes au pouvoir se souciaient réellement de ces citoyens en souffrance, ils auraient trouvé des moyens pour faire aboutir l'aide. Comme, par exemple, le lancement d'une caravane d'ânes, de mulets et de chevaux pour assurer le transport vers les zones inaccessibles. Et pourquoi pas faire usage d'hélicoptères? Assurément, les victimes seraient profondément émues d'un pareil geste. Les étrangers aussi, qui observent de près les moindres faits et gestes des autorités haïtiennes, seraient sensibilisés à cette noble initiative au point d'apporter l'aide appropriée dans ce domaine.

De toute évidence, en ce qui concerne les déshérités du sort, les détenteurs du pouvoir en Haïti n'en font pas leurs soucis premiers, ayant d'autres chats à fouetter, comme l'octroi de privilèges financés par la caisse publique, à eux-mêmes et à leurs alliés politiques ainsi qu'à leurs familles.

Assurément le recours à des hélicoptères aurait mieux facilité la distribution de l'aide aux zones inaccessibles par véhicules. C'est l'idée qu'a évoquée Sylvera Guillaume, le coordonnateur technique de la Protection civile, exprimant sa frustration de ne pouvoir bien servir les sinistrés éloignés, dans les communes isolées.

Pourtant, les hélicos existent en Haïti. D'ailleurs Jovenel Moïse s'en servait pour ses déplacements vers les villes de province. Sheriff Abdallah offrait ces engins de location à l'État pour des millions de dollars. Mais il semble que M. Abdallah n'ait pas offert de venir en aide aux victimes du Grand Sud, le gouvernement en place n'ayant pas pris l'engagement de payer des millions comme paiement de la location. Assurément, les Dominicains seraient plus susceptibles de mettre des hélicoptères au service de l'État haïtien afin d'aider au transport de l'aide dans les régions isolées des trois départements, dont les habitants sont rendus sinistrés par le tremblement de terre du 14 août.

Qu'en est-il des millions offerts à Haïti après le séisme ?

Il est vrai que l'aide humanitaire post-séisme soit livrée plutôt en espèce, mais certaines entités de la communauté internationale ont offert des dons en liquide. C'est le cas des Nations Unies, s'étant engagée à accorder USD plus de 200 millions $ en aide aux Grand Sud, après que Taïwan eut annoncé une aide de USD 500 000 $. De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) a également octroyé un « *prêt concessionnel* » de USD 224 millions $ pour financer la prise en charge des sinistrés du Grand Sud. Sans oublier plus de 40 millions USD $ provenant d'un fonds d'assurance spécial aux pays de l'hémisphère victime de catastrophe, comme le séisme et autres calamités naturelles. Auparavant, l'Union européenne (UE) avait annoncé l'octroi d'une aide aux victimes des trois départements frappés par le tremblement de terre d'un montant de 40 millions euros. Entre-temps, l'UNICEF s'est lancée à la recherche de USD 122,2 millions $ pour fournir de l'aide à 1,6 millions de personnes affectées par le dernier séisme en Haïti.

Quand on parle de don en argent liquide au peuple haïtien, on ne peut ignorer la gestion corrompue de l'aide dont les dirigeants se font coupables. Si des observateurs ont critiqué et critiquent encore sévèrement la Commission internationale de reconstruction d'Haïti (CIRH), co-présidée par l'ex-président démocrate américain Bill Clinton et Jean Max Bellerive, Premier ministre de René Préval, qui avait la responsabilité d'administrer les plus de USD 8 milliards $ octroyés à Haïti pour la reconstruction du pays dévasté par le séisme du 12 janvier 2010, ils n'épargnent point le rôle qu'y ont joué les dirigeants haïtiens. De même que leur gestion calamiteuse des USD 4,2 milliards du Fonds PetroCaribe, dont les dilapidateurs et auteurs de cette vaste conspiration financière courent encore. Au fait, ils se battent bec et ongle pour éviter qu'ils ne soient traduits en justice.

C'est donc en vertu de cette administration crapuleuse faisant la réputation des dirigeants haïtiens qui porte les bailleurs de fonds et les pays donateurs à leur tenir la dragée haute, ayant changé leur fusil d'épaule en ce qui concerne le décaissement des dons fournis à Haïti. C'est sans doute la raison pour laquelle une banque latino-américaine a mis USD un million $ à la disposition des sinistrés d'Haïti, tout en ayant soin de confier la gestion de cette somme au «*gouvernement dominicain* ».

De toute évidence, tous ces fonds octroyés à Haïti, dans le cadre de l'aide post-séisme, visent à financer l'aide. Dans la mesure où le transport de celle-ci aux communautés inaccessibles est de toute urgence, les gens au pouvoir devraient avoir la possibilité de présenter un budget de financement du transport des stocks destinés aux sinistrés, où qu'ils se trouvent, mais en particulier ceux qui habitent les lieux d'accès difficile. À coup sûr, le décaissement de ces fonds s'effectuerait de manière à empêcher aux dirigeants d'en faire mainmise.

Mais des observateurs trouvent opportun de critiquer la présente attitude des décideurs haïtiens donnant l'impression d'arrêter, sinon de ralentir la distribution de l'aide, une stratégie visant à provoquer un changement dans le mode de décaissement, pour qu'ils aient accès direct aux millions. D'ailleurs, agacé par ce procédé employé par la communauté internationale, Jovenel Moïse avait tout fait pour que les fonds donnés au peuple haïtien atterrissent dans des comptes sous son contrôle.

L.J.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Si kesyon gang nan pa regle, pa gen anyen k ap regle

Semèn pase a nou te chita enpe sou koze gang yo, sitou paske bandi yo te menase anbasad peyi Lafrans nan peyi Dayiti, epi nou te di bagay la pran youn ekstansyon entènasyonal. Enben sa pi rèd toujou, paske prezidan dominiken an foure bouch nan kesyon an. Li di de bagay pou fè moun reflechi sou sa k ap pase ann Ayiti avèk gang yo ki sanble pare pou pran kontwòl peyi a dirèkteman.

Se nan jedi, 2 septanm, ke prezidan Luis Abinader te bay youn entèvyou nan pwogram Matinal, sou TeleMicro, kanal 5, kote li te lanse youn avètisman bay gang ame Ayiti yo pou di yo pa janbe an Repiblik dominikèn, paske nou gen Lame ak Lapolis isit. Li te pwofite pou l di m ap pale pou tout kominote entènasyonal la tande.

Prezidan Abinader di, sèvis entelijans peyi l gentan fè travay li e nou konnen tout chèf bann gang k ap opere ann Ayiti yo. Bagay ki pi rèd, sè ke se te prezidan defakto Jovnèl Moyiz, ki al bwa chat jan nou konnen an, ki te otorize pou G-9 anfanmi ak alye òganize. Se avoka Reynold_Georges, ki te konseye prezidan defakto Jovnèl Moyiz, ki di sa. Anfèt, se avoka a menm ki te di sa, lè l te bay demisyon l, paske prezidan tèt di a pa t vle koute konsèy. Epi men prezidan dominiken an raple sa. Donk pa gen manti nan sa.

Se pa premye fwa prezidan dominiken an pale sou sitiyasyon malouk ann Ayiti a. Nan dat 19 avril, li te lanse youn apèl bay kominote entènasyonal la pou di yo pa kite l pou kont li anfas sitiyasyon ensekirite k ap blayi ann Ayiti a, youn peyi ki nan wout

Bèna Komo, youn lot viktim kidnpin

« *somalizasyon* ». Kivedi, la a nan zòn Lamerik la, men youn peyi k ap tounen tankou Somali, ann Afrik, kote se gang k ap fè e defè.

Fwa sa a, li pa mande okenn èd, li annik fè kominote entènasyonal la konnen ke l okouran de tou sa k ap pase ak gang yo ann Ayiti. Sèvis entelijans li ba l non tout chèf gang yo. Li pa vrèman pè pou peyi l, paske Lame ak Lapolis lakay li prepare pou tout sa k ka vini. Men si yo tande okenn briganday e ke gen bandi ki peri, se pa fòt Repiblik dominikèn.

Jan prezian dominiken an pale a, li lonje dwèt sou otorite Ayiti yo, ki ka nan konfyolo ak gang. Imajine sa, se Jovnèl Moyiz ki te otorize òganize « *Federasyon gang* » yo avèk *Jimmy Chérizier*, ke n konnen sou non batay li Babekyou *(Barbecue)*. Menm si Jovnèl pa la ankò, se menm politik la k ap kontinye, paske Premye minis la, Aryèl Anri (Ariel Henry), pa vrèman fè anyen kont gang yo. Okontrè, depi 2 semèn, gang ap fè plis dega toujou, kidnape adwat agòch, pran kontòl plis zòn toujou, tankou sa 400 Mawozo fè nan Kwadèboukè. Epi men chef Babekyou di li pral lage prizonnye nan Penitansye masyonal ak nan prizon wololoy nan Kwadèboukè a, si Pewmy minis la pa demsyonnen. Sanble zanmitay osnon fanmitay la gate antre yo. Pita pi tris !

Antouka, prezidan dominiken an fè gwo deklarasyon l nan, paske li santi ke gang yo deside pou pran pouvwa tout bon. Nan semèn pase a, Leon Chal (Charles), chèf Polis la, t oblije pran dispozisyon pou pwoteje Kafeterya, gwo pòs Polis nan mitan lavil Pòtoprens lan, epi Palè tou, paske gang te pare pou pran kontwòl tou lè 2. Kidonk, nou te wè klè, paske gen kèk tan de sa depi n ap mande kilè gang pral enstale yo nan Palè ?

Men nan ki eta nou rive, jiskaske prezidan Luis Abinader, lòtbò fwontyè a, pa vle kite twò ta bare l nan kesyon an. Li pale byen klè pou fè gang yo konnen menm si yo chèf ann Ayiti, yo pa gen dwa met pye lakay li, paske Lame dominikèn ak Lapolis ap louvri zam sou yo san gad dèyè. Epi kominote entènasyonal pa ka di yo pa t okouran.

Nan sitiyasyon sa a, n ap mande kisa swa-dizan otorite Ayiti yo ap fè ? Yo pa ka di se pa vre sa prezidan dominiken an di de gang ap fè dega ann Ayiti, opwen ke yo ka menm vle pran pouvwa toutbon. Kisa y ap fè pou met gang yo « *hors d'état de nuire* », jan yo di an franse a ? Se pa sèlman elimine youn chèf nan Bèlè epi deklare gang « *Krache Dife* » lagè, tandiske Kwadènoukè sou kontwòl 400 Mawozo, epi

Matisan toujou sou kontwòl gang ki pran zòn nan depi premye jen, gen 3 mwa d sa. Epi se nan anpil souple papa, pou gang kite kamyon chaje manje ak medikaman pase al nan Gran Sid la pou pot

Prezidan dominiken an, Lwis Abinader

sekou bay mounn ki viktim tranblemandtè 14 out la (dawou a), epi siklòn Gras 2 jou pita.

N ap di sa byen fò pou lemonn antye tande. Fòk youn bagay fèt prese prese ak gang yo. Si se pa sa, peyi Ayiti pral peri vre. N ap rele anmweyyy pou pèp la. Li pa kapab ankò. Premye minis Anri, chèf Polis Chal, je tout mounn jikse sou nou. Kisa n ap di? Kisa n ap fè ? Si nou pa ka fè travay la, li lè pou n admèt sa piblikman, rale kò n anvan sa pi mal. Osnon, mande èd, mande pale ak prezidan dominiken an, ki sanble gen plis enfòmasyon pase nou sou chèf gang yo, epi mache pran yo. Apre tou, se nou ki otorite legal, menm si nou defakto. Nou pa ka rete 2 bra kwaze epi renmèt peyi a bay gang. ***Abraam di sètase !***

Men lòt enfòmasyon tèt chage

Nan jedi a, 2 septanm, Federasyon gang G-9 anfanmi ak alye, kivedi Babekyou, te lakòz Pòtoprens tèt anba, mounn kouri kache. Yo t ap tire gwo zam fann fwa adwat agòch. Se youn kesyon de tout mounn jwenn, kit ou te nan mitan kè vil la, osnon nan Bèlè, Dèlma, Lasalin, se te menm kout baton an, osnon menm kout fizi a. Tout magazen te kouri fèmen, rale gwo rido feray pou pwoteje vit yo. Nan kout kat la, youn komèsam nan ri Disant (du Centre), yo rele Silfonette Maxi, ki gen 61 lane, tou pèdi lavi l anba bal.

*Menm jounen jedi a, Matisan te cho anpil tou. Bandi t ap tire, limen batikad kawotchou, gwo dife, anpeche machin pase nan zòn Wout nasyonal nimewo 2, pou ale nan Sid la, kote malere ap tann sekou apre tranblemandtè a avèk siklòn.

*Toujou nan jedi a, gen 11 prizonnye ki sove nan prizon Tigwav la. Lapolis di yo touye 4, yo kenbe 4, men gen 3 ki disparèt tout bon. Pa t gen okenn lòt eksplikasyon ki te bay jouk nan fen semèn nan.

*Kidnapin reprann pi rèd. Imajije nou, semèn pase a, bandi te kidnape Gilbert Bazile, direktè ministè Travo piblik pou Depatatman Sidès la (Jakmèl). Yo kidnape chofè l la tou, Ernst Mentor Josué Emmanuel, ki te avè l. Anvan sa, nan madi, 31 out (dawou), se Lesly Auguste yo te kidnape devan biwo kote l travay la, pandan li te pral kite pou al lakay li. Kibò n konprann ? Devan Bank nasyonal kredi (BNC, an franse), sou ri Pave, nan mitan Pòtoprens, kote li se asistan direktè. Epi depi nan dimanch, 29 out, ansyen chantè gwoup Gabel la, Money G, nan men kidnapè ki te pran l yo. *(Nou remèsye JJJ Communications pou enfòmasyon sa yo.*

TiRenm/
Grenn Pwonmennen

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

quake, adding injury to misery. As if the wrath of nature didn't suffice, a human tragedy looms on the horizon with a "Revolution" announced by the furious leader of the "Federated Gangs," Jimmy Chérizier, alias Barbecue.

Prime Minister Ariel Henry is given an ultimatum: Resign immediately. That goes also for Chief of Police Léon Charles. Barbecue, in person, appearing on social media, especially on WhatsApp, since last Friday, September 3rd, has threatened, not only these two top officials of the de facto regime in place since after the assassination of the president, but has railed against "oligarchs," who have taken Haiti's economy hostage, naming the "Lebanese" who will pay for their sordid acts of "impoverishing Haiti."

In the next few days, beginning Monday, August 6, he warned the population to take cover because operations will be launched. Among them, the liberation of prisoners at the National Penitentiary in Port-au-Prince, the main prison, and also at the high-security Croix des Bouquets jail, Haiti's most modern detention center, about 15 miles from the capital, a gift from Canada inaugurated in 2012.

As if to prove he's not joking, on Thursday and Friday, Barbecue, chief of the self-styled "Federated Gangs," gave a demonstration with his heavily armed gangs giving a shooting concert in several neighborhoods of Port-au-Prince, including near the Champ de Mars, near the National Palace. Commercial establishments rushed to close, pulling down the shutters. Though this demonstration was not meant to actually harm people, Silfonette Maxi, a 61-year-old businessperson, was killed. Apparently, he didn't shut down fast enough. Some "internet terrorists" praised the gang action on the basis that "war against the oligarchs" has started, some already rushing to hide.

Meanwhile, the police were absent from the streets, and no official statement was issued either by the Office of the Prime Minister, or by the Police chief, regarding the chaos in Port-au-Prince. During the weekend, those who have means to do so were shopping feverishly, depleting stores in the capital and surroundings, stocking up for uncertain days. What would be the fate of the less endowed?

One wonders whether there's some coordination between Barbecue and *"Lanmò San Jou,"* Creole for "Death in 100 days," the name attributed to himself by the leader of the *"400 Mawozo"* gang in the Croix des Bouquets region. Last week, his bandits carried out punishing raids in the region, killing and wounding some people, including *"Depòte"* (Deported), whose real name is Karl Henry Souffrant. Deported some four years ago from the U.S., Souffrant, killed last Monday (Aug.30), had been a defender of the area where he lives, in effect representing a rival to the*"400 Mawozo."* Would this assassination be a signal that the ruling bandits of the Croix-des-Bouquets region are preparing for a major assault and have gotten rid of a potential obstacle?

Meanwhile, all of last week Croix-des-Bouquets was under the control of the *"400 Mawozo"* gang. Forget that the town is home to the jail housing some illustrious prisoners, including the latest, Jean Laguel Civil, formerly coordinator of Palace security, who is held in the investigation concerning the assassination of Jovenel Moïse.

With *"400 Mawozo"* controlling the northern entrance to the capital, and the gangs of *"Ti Lapli"* (Little Rain) in Grand Ravine and of *Izo* at "Village de Dieu" (God's Village) at the southern entrance since June 1, Port-au-Prince is really a besieged city. Therefore, in a coordinated move, Jimmy Chérizier, a former policeman-turned-gang leader, could organize an assault on the Palace in Port-au-Prince, the ultimate seat of power. Would the international community, including the U.S., recognize the officially gang-controlled government?

One wonders what would be the attitude of the Dominican Republic authorities to such state of affairs. Perhaps the interview given last Thursday, September 2nd, by President Luis Abinader to Telemicro 5, and widely covered by the Dominican press, is a harbinger of things to come. The Dominican president warned the gangs in Haiti not to cross into the Dominican Republic because "we have an Army and a Police," meaning they would be met with resistance and even be wiped out. President Abinader went on to say that, he knows all the gang leaders, for his intelligence services have done their homework. Indirectly, he accuses the Haitian authorities of being derelict of duty. If his intelligence network knows so much about the gangs in Haiti, the Haitian leadership should have been up to date regarding the threat posed by the bandits.

Last April, while on visit in Europe, President Abinader had called on the international community not to leave him alone facing the "somalization of Haiti." This time he didn't evoke support, but warned the international community about the threat of the gangs in Haiti, next door. With accurate intelligence in hand, the Dominican authorities could take preemptive measures to protect their country in the eventuality of their neighbor turning into a gang State. Thus, the warning to the international community.

The situation in Haiti is revealing about the relationship that existed between the Jovenel Moïse regime and the gangs. To be noted, Barbecue is about the strongest supporter of the assassinated president for whom "justice should be done" before anything else, he said, even before elections demanded by the international community can be held. As is known, during the four years of his presidency, Moïse held no election, not even for dogcatcher, and his international supporters continued to coddle him. Now they're on notice that Haiti's top priority is a credible investigation on the assassination of the president and punishment of the perpetrators. In addition, Barbecue has been pointing fingers at "oligarchs," forgetting that Moïse had his own oligarchs.

Suddenly, everything is in the open. What lawyer Reynold Georges, President Moïse's former counsel said, is confirmed. Asserting that the president had failed to heed to advice, Mr. Georges had resigned and declared that the formation of the "Federated Gangs" was authorized by the president. Now it's clear why the gang "G-9 Family and Allies" of Jimmy "Barbecue" Chérizier was welcomed at the Ministry of Social Affairs and Labor, which registered it as a non-profit organization, officializing its financing, even by the government. Of course, the charitable projects included harassing the population, especially those considered anti-Moïse and kidnapping.

Thus, in memory of the martyred leader, "General Barbecue" has declared a "revolution" to continue the mayhem set in motion by Jovenel Moïse. If successful, the new "revolutionary leader" of Haiti would inherit the trade that allowed the late Jovenel Moïse to amass a fortune of millions of dollars found in boxes, suitcases and an assortment of bags in his residence after his assassination.

In the process, the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince, who turned a blind eye in 201l, when Michel Joseph Martelly and Laurent Salvador Lamothe began reorganizing the gangs, copying what President Aristide had done when he ruled, the diplomats closed their eyes. Then, they acted as if nothing was amiss when Jovenel Moïse made the bandits official, by authorizing the formation of the "Federated Gangs." Through the CORE Group, the international community has been complicit in this new tragedy in Haiti. Enough is enough! Let them not say they were not aware of, or were not warned about the pending catastrophe.

NEWSBRIEFS –From here and there

***The week began with the spectacular kidnapping of the director of a bank in Port-au-Prince.** As he arrived for work, around nine, Monday morning, Bernard Cameau, director of Capital Bank, was kidnapped by heavily armed men in front of the bank at Rue des Miracles. Tongue in cheek, we'd say the street fails to be the miracle the name implies. Probably the kidnappers will be asking for millions of dollars for his release. As we were wrote, Monday evening, we waited, unsuccessfully, for more information about his fate.

That kidnapping is the continuation of a new series. The previous Tuesday, August 31, Lesly Auguste, assistant director of National Bank of Credit (BNC in French), was kidnapped in the same manner, at Rue Pavée, also in downtown Port-au-Prince. This is warning to all bank officials who are now at risk, for the bandits are operating undeterred by inexistant police, or in complicity with the so-called "forces of order" fanning the disorder,

Francesco Oriol-DesGrottes-Buschi

and getting their cut from the loot.

***On Saturday, two brothers were kidnapped in Gressier, a suburb south of Port-au-Prince.** Reportedly, the brothers Fulgence (Hudson and Verno) were coming from Petit-Goave in their private vehicle on Saturday, September 4, en route to Port-au-Prince. A cousin of theirs confirmed the information, according to *Vant Bèf Info* (VBI), which quoted him as saying, "a huge sum is asked for their release."

***And Gilbert Bazile, director of the Public Works Ministry in the Southeast region (Jacmel) was kidnapped earlier in the week.** Also kidnapped along with him was his driver, Ernst Mentor Josué Emmanuel. As of

Ubaldo Bruno

Carline Oriol-DesGrottes

Monday, September 6, no information was available about their whereabouts.

Martine Moïse, the widow of the assassinated president, reiterates that she will run for president.** In an interview with Reuters News Agency, Monday, August 30, Martine Moïse said she would run for president because she doesn't want ***"the vision of the president to die with him." Moreover, she said Jovenel Moïse had ***"a lot of enemies because he was fighting corruption."*** She wants ***"justice for him"*** and won't stop asking, ***"Until justice is done,"*** and those who financed his assassination are tracked down. She has called on ***"all countries"*** that can help to do so.

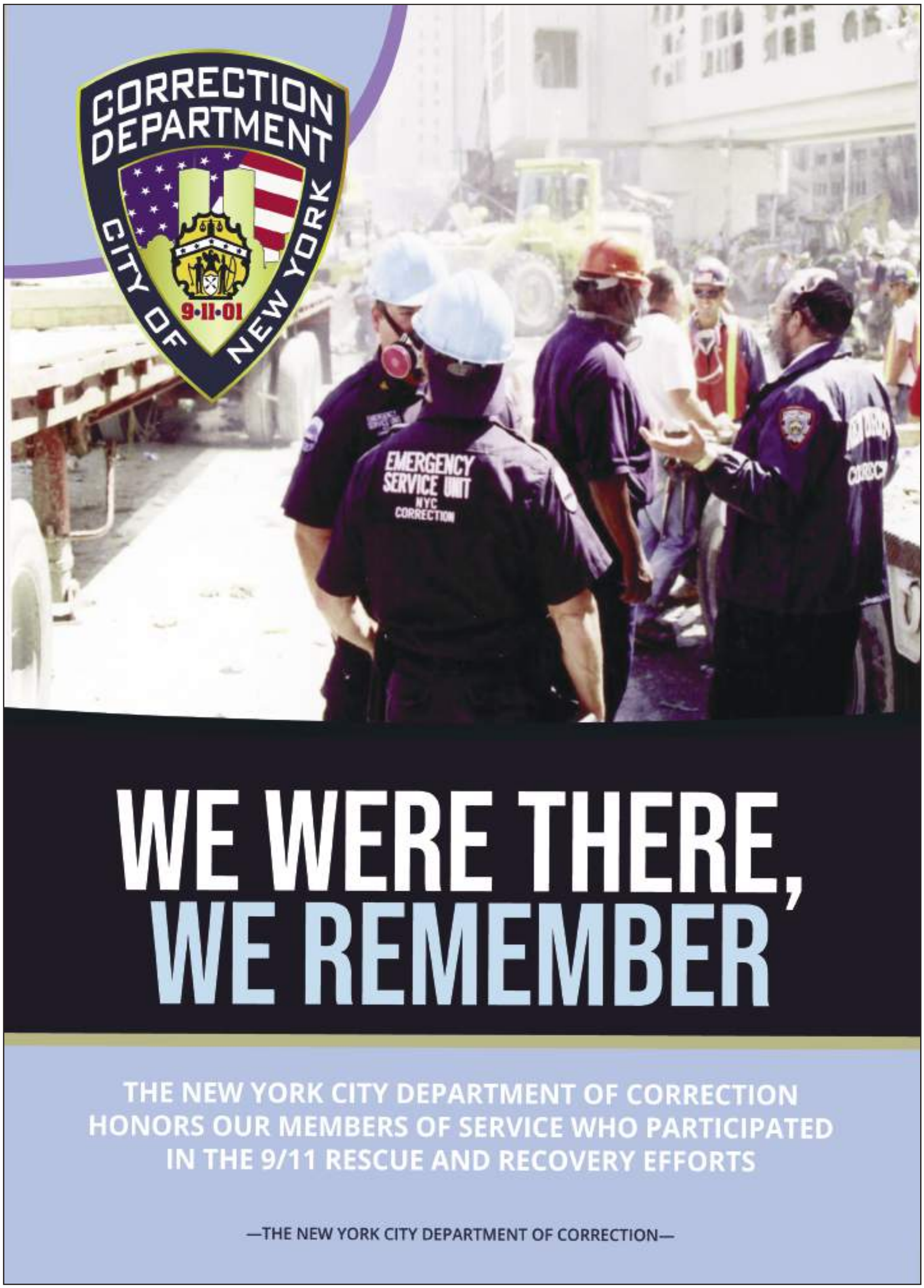
Let's address some of the claims made by Martine Moïse. About her husband making enemies for fighting corruption, we'll point out that since his grandiloquent declaration about corruption in his first address, in September 2017, at the general assembly of the United Nations, Jovenel Moïse forgot what he had said. In fact, he had stated ***"Haiti has one problem: corruption, corruption, corruption, corruption, corruption."*** Yes, he repeat-

Continued on page 12

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 8

OU TOUJOU
AP PWOTEJE YO.
AVÈK VAKSEN YO,
Y AP JWENN PLIS
PWOTEKSYON TOUJOU.
TIMOUN KI GEN LAJ 12 RIVE 17 AN KAPAB PRAN VAKSEN KONT COVID-19 KOUNYE A.
Fè pitit ou a pran vaksen pou li ka retounen lekòl san danje. Timoun ki pran vaksen kont COVID-19 gen mwens chans pou yo pran ak simaye COVID-19.
AN NOU PWOTEJE TIMOUN NOU YO
EPI KENBE LEKÒL NOU YO SAN COVID.
Pou plis enfòmasyon sou vaksen kont COVID-19 yo ak sou kote pou w jwenn youn, ale sou nyc.gov/covidvaccine.
NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY
NYC Health
Bill de Blasio
Mayor
Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manro Kamayan

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 9



Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 10

ÉDITORIAL

Indirectement, le président dominicain dénonce un État délinquant en Haïti

Quand, lors d'une interview, la semaine dernière, le président dominicain a lancé une mise en garde aux bandits armés d'Haïti les invitant à renoncer à toute tentation d'exporter leur manière de vie, en République dominicaine, ces propos s'adressent indirectement aux dirigeants haïtiens. Et traduisent une situation extrêmement grave, Luis Abinader ne traite pas en égaux les hommes et femmes qui mènent les destinées d'Haïti. Car dans les conditions normales, les deux États, qui partagent la souveraineté de l'île, devraient s'entendre entre eux pour résoudre la crise des gangs faisant la pluie et le beau temps, dans ce pays, et tenant les forces de l'ordre en respect.

Le chef d'État de la République voisine a estimé nécessaire, vu l'état de décomposition des institutions publiques haïtiennes, en particulier, et à qui de droit, en général, d'avertir que son pays est différent d'Haïti. Aussi a-t-il précisé, si pour une quelconque raison, la tentation vous prend de traverser la frontière, l'Armée dominicaine et «*notre Police* » sauront donner une réponse appropriée à une éventuelle effronterie de votre part.

De toute évidence, le chef d'État dominicain ne tire pas cette annonce aux criminels haïtiens du néant. Car elle s'inspire de l'expérience qu'a faite M. Abinader avant même son accession au pouvoir. Puisque créés par Michel Martelly et son Premier ministre Laurent Lamothe, les gangs armés ont été institutionnalisés, et leurs organisations même déclarées d' « *utilité publique* », sous la présidence de Jovenel Moïse, par le truchement du ministère des Affaires sociales. Les services de renseignements de la République dominicaine sont très bien informés des activités criminelles des « *bandits officiels* », jusqu'à l'identité individuelle de leurs leaders. Contrairement à d'autres membres de la communauté internationale s'accommodant parfaitement avec Jovenel Moïse, M. Abinader s'était gardé de le traiter en égal, à l'occasion de sa prestation de serment. Tout en lui offrant la réception protocolaire digne de son rang, le nouveau président dominicain avait tenu son hôte haïtien à distance.

Informé des dérives criminelles de Jovenel Moïse, par sa politique nationale et en raison de sa proximité avec les gangs armés, le président Abinader n'a pas développé la politique de « *bon voisinage* », à l'égard d'Haïti, avec Jovenel Moïse aux commandes de notre pays. Cette attitude s'est manifestée encore plus, à la faveur du kidnapping de deux citoyens dominicains et leur interprète haïtien, à Martissant, au début de l'année, par les « *soldats* » du gang dirigé par Ti-Lapli, basé à Grand'Ravine. Impliqué directement dans les démarches relatives à la libération de ces trois victimes, le chef d'État dominicain en suivait les différentes étapes. Aussi en était-il mis au courant, par les services d'intelligence de son pays, de l'identité des différentes personnes impliquées dans ce triple crime. Si le président de facto entretenait effectivement des relations de proximité avec les kidnappeurs contre rançon, les assassins, les violeurs, les braqueurs et autres criminels qui prolifèrent en Haïti, les investigateurs dominicains ont clairement établi qu'ils étaient directement liés au plus haut niveau du pouvoir. D'ailleurs, ces trois enlèvements avaient permis aux services de renseignement de la République dominicaine d'apprendre que Magalie Habitant, ancienne directrice du Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS), très proche de la présidence, jouissait du rôle d'intermédiaire entre les kidnappeurs et les familles des victimes. De surcroît, dans le cas de celles-ci, elle avait assuré leur déplacement, de leur lieu de captivité au bureau de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ). Autrement dit, dans le cadre du ravissement des deux citoyens dominicains et de leur collaborateur haïtien, le président dominicain savait qui faisait quoi. Donc, pour M. Abinader, il n'existait aucun secret par rapport aux relations symbiotiques qui existaient entre Jovenel Moïse et les gangs armés. Dans la mesure où rien ne change, après l'assassinat du président de facto, l'équipe au pouvoir ayant hérité de tous les aspects de sa politique, il ne peut y avoir de modification d'attitude non plus, de la part d'Abinader, à l'égard de l'équipe qui succède à celle dirigée par le président de facto défunt.

Dans l'esprit de tout leader qui se respecte, un pays ne peut exister avec les forces de l'ordre assujetties aux criminels et les citoyens à leur merci. M. Abinader, en tant qu'un tel dirigeant, devait s'attendre à un retour à la normalité avec l'assassinat de Moïse. Mais ce qui se passe présentement, sur le terrain, en Haïti, n'autorise guère à croire à un tel changement. Bien au contraire, la situation semble se détériorer davantage avec un régime monocéphale doté d'un gouvernement inconstitutionnel, illégal et de facto s'accrochant à tout ce qu'il estime pouvoir l'aider à rester au pouvoir, y compris son acoquinement avec les bandits armés.

En effet, les faits sont là, irréfutables : les criminels armés demeurent implacables, n'observent pas de trêve et continuent à défier impunément l'autorité de l'État, qui, pourtant, s'accommode parfaitement bien avec eux. Par exemple, les bandits de la région sud de la capitale, Martissant, qui occupaient cette zone depuis le 1er juin, avant l'assassinat de Jovenel Moïse, y règnent encore en maîtres. Au point d'imposer à l'administration Ariel Henry la négociation avec eux afin de permettre aux convois d'aide aux sinistrés du Grand Sud de traverser leur « *territoire* ». Les autorités haïtiennes n'ont jamais révélé les termes de l'accord conclu, en ce sens, avec les criminels. Toutefois, des rumeurs persistantes font état de « *rançon* » de plus de USD 50 000 $. De son côté, le gang *« 400 Mawozo* », qui harassait, à volonté, les communautés de Croix-des-Bouquets, ont lancé une nouvelle attaque, cette dernière semaine, au point de contrôler, désormais et jusqu'à nouvel ordre, le marché le plus important de cette commune. Fort de ses atouts, face à la Police, « *Lanmò san jou* », le chef de la base « *400 Mawozo*», a fait le serment de s'en prendre aux forces de l'ordre, dans les prochains jours.

Les gangs armés font flèche de tout bois, dirigeant leurs attaques contre la population civile, sous forme de kidnappings, d'exécutions sommaires, de braquages ou encore d'invasion de résidences privées, sans le moindre souci d'être contrecarrés par les forces de l'ordre. Ce qui est encore plus grave, Jimmy Chérizier, communément appelé Barbecue, un ancien policier chassé de l'institution policière, qui fait l'objet d'un mandat d'amener émis contre lui depuis plus de deux ans, s'affiche publiquement, quand il veut, à la tête de plusieurs dizaines de ses hommes lourdement armés, proférant des menaces à des secteurs de la population et même à la Police. Cette dernière fin de semaine encore, il a promis d'envahir des prisons de la région métropolitaine de la capitale, en vue de libérer les prisonniers. Aussi, en conséquence, a-t-il lancé un avertissement aux citoyens pour qu'ils se gardent de s'aventurer dans les rues, à partir du lundi 6 septembre. Au fait, il a même demandé aux Premier ministre de facto, Ariel Henry, de démissionner, l'accusant de négliger de faire en sorte que le président de facto assassiné trouve « *justice*».

Pour comble d'audace et d'impunité, dont ils jouissent, les gangs armés profèrent des menaces même à l'ambassade de France, à Port-au-Prince. Un des soldats d'Izo a, la semaine écoulée, adressé un appel téléphonique à cette mission diplomatique, invitant les diplomates français à verser une rançon pour la protection de son personnel, s'identifiant comme le représentant de l'équipe chargée d'assurer la sécurité du quartier où se trouve logée la mission diplomatique française. Il semble que cette menace ait été lancée à la suite d'une tentative infructueuse de Barbecue de faire inscrire son enfant au Lycée français. Selon les informations disponibles, l'inscription a été effectuée, mais le candidat n'aurait pas été accepté. Pourtant, suite au geste inqualifiable, aucune réaction de la part des autorités nationales. Silence total, tant du côté de la chancellerie, du ministère de la Défense nationale ou encore de la primature. Faut-il donc croire que, à l'instar des kidnappings, cet appel téléphonique venant d'un membre du gang de Village de Dieu a été commandité par l'équipe au pouvoir ?

En clair, donc, tous ces faits ont prouvé à Luis Abinader que les gens qui détiennent le pouvoir en Haïti se sont rendus illégitimes par leurs actes et inactions. Car s'étant placés au même niveau que les bandits qui imposent leurs quatre volontés au peuple haïtien. Voilà construit un État délinquant. Dans cet ordre d'idées, le message adressé aux bandits, par le président dominicain, concerne aussi les dirigeants du pays. Une manière de les inviter à rectifier le tir, s'ils en sont encore capables.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 3739 0797 ou
(509) 2234-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 271 6434
15 Hôtel De L'Ouest
12275 Joseph Cascavari
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. S'intéresser dans l'abonnement au
Jean Claude Vilmin
13 bis Avenue Hoche, apt 11
75370 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33 1) 43 62 28 10

ÉTAT-UNIS
1re classe
__ 140.00 $ US pour six (6) mois
__ 90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
__ 550.00 FF pour six (6) mois
__ 1305.00 FF pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1re classe
__ 275.00 US pour six (6) mois
__ 510.00 US pour un (1) an

EUROPE
__ 79 EUROS pour six (6) mois
__ 125 EUROS pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 11

EDITORIAL

The Dominican President indirectly denounces Haiti as a delinquent state

During an interview, last week, the Dominican president warned the armed bandits in Haiti to renounce any temptation to export their way of life to the Dominican Republic. Indirectly, he was addressing the Haitian leaders. His words reflect an extremely serious situation. President Luis Abinader does not treat those in charge of Haiti's destiny as equals. Under normal conditions, the two states sharing sovereignty over the island should have worked together to resolve the crisis caused by the gangs that run amok in Haiti, keeping the Police in check.

Considering the state of decomposition of Haitian public institutions, the Head of State of the neighboring Republic found it necessary to be blunt in his warning to whom it may concern and making it public, so that all may know. In the process, he states that his country is different from Haiti, and the bandits shouldn't be tempted to cross the border, for the Dominican Army and "our Police" will respond appropriately to any effrontery on their part.

Obviously, the Dominican president's address to the Haitian criminals is based on experience. Even before he assumed power in August of last year, the Dominican Head of State knew about how President Michel Martelly and his Prime Minister Laurent Lamothe had gone about organizing the gangs. They were institutionalized under Jovenel Moïse who declared them of "public utility," and so were they registered at the Ministry of Social Affairs. The intelligence services of the Dominican Republic, President Abinader said, are very well informed about the criminal activities of the "official bandits," right down to individual identity of their leaders. Unlike other members of the international community who were perfectly comfortable with Jovenel Moïse, the Dominican president did not treat him as an equal, even at his swearing-in ceremony last year. While being protocolar in receiving him as one worthy of his rank, the new Dominican president had kept a distance from his Haitian host.

President Abinader was well aware of Jovenel Moïse's excesses with his national policy and of his affinity to the armed gangs. Thus, there was no "good neighbor policy" as long as Jovenel Moïse was at the helm of our country. This attitude became even more apparent when two Dominican citizens were kidnapped earlier this year in Martissant, along with their Haitian interpreter. They were the victims of the "soldiers" of gang leader "*Ti Lapli*," based in Grand'Ravine. The Dominican president was closely following the different steps in the negotiations for the release of the victims. The intelligence services of his country had kept him informed of every move and of the individuals involved in the triple crime. He knew about the close relationship between the de facto president and the kidnappers for ransom, the assassins, the rapists, the robbers and other criminals who proliferated in Haiti. Dominican investigators clearly discovered their direct links to the people at the highest level of power.

The kidnapping of the three men allowed the intelligence services of the Dominican Republic to learn that Magalie Habitant, former director of the Metropolitan Solid Waste Collection Services (SMCRS), someone who has been very close to the president for a long time, acted as intermediary between the kidnappers and the families of the victims. In addition, she's the one who ensured transportation of the victims from their place of captivity to the office of the Central Directorate of the Judicial Police (DCPJ). In other words, the kidnapping of the two Dominican citizens and their Haitian collaborator was a bonanza for the Dominican intelligence services. In addition, President Abinader became well informed about who did what. Thus, the symbiotic relationship that existed between Jovenel Moïse and the armed gangs was no secret for him. As it is, nothing has changed after the assassination of the de facto president. The team in power has inherited all aspects of the late president's policy. Consequently, there can be no change of attitude either on President Abinader's part.

No self-respecting leader can accept for his/her country's law enforcement agencies to be subservient to criminals and for the citizens to be at their mercy. Being a no-nonsense leader, Mr. Abinader must have expected a return to normalcy in Haiti, following the assassination of Jovenel Moïse. However, what's happening in Haiti now gives one no reason to believe that any change is possible. On the contrary, the situation seems to be deteriorating further, with an unconstitutional one-headed regime, having a Prime Minister in charge of an illegally constituted de facto government clinging to everything susceptible to help him hold onto power, including in partnership with the armed bandits.

Indeed, the facts can't be refuted. The armed criminals are relentless in their actions. No truce is observed, as they continue to defy almost inexistant State authority, which accommodates them with impunity. For example, the bandits in Martissant, south of Port-au-Prince, have settled there since June 1. Long before Jovenel Moïse's assassination. They still reign supreme. So much so that Ariel Henry, the Prime Minister, was forced to negotiate with them to allow aid convoys to cross "their territory" on the way to rescue and care for the victims of the disaster that devastated the Greater South. The Haitian authorities never revealed the terms of the agreement reached with the criminals, but persistent rumors mention a "ransom" of over $50,000.

On another front, the gang "*400 Mawozo*," that freely harass the communities of Croix-des-Bouquets, launched a new attack. Now they control, until further notice, the most important public market of the region. Better equipped than the Police, their leader, "*Lanmò san jou*," (Death Unannounced), has vowed to attack the Police in the coming days.

Meanwhile, the armed gangs are going all out in their attacks against the population, carrying out kidnappings, having summary executions, plus robberies and home invasions, without the slightest concern of being thwarted by agents of law enforcement. More seriously yet, Jimmy Chérizier, aka Barbecue, a former police officer who was expelled from the force and for whom an arrest warrant is outstanding for the past two years, issued a warning about starting a "revolution" soon. By the way, he shows up often in public, at the head of dozens of his heavily armed men, making threats to some sectors of the population, the police not excepted. This past weekend, he promised to liberate prisoners in two major detention centers, including the main penitentiary in Port-au-Prince. Therefore, he warned the citizens not to venture out, starting Monday, September 6. Moreover, he called on de facto Prime Minister Ariel Henry to resign, accusing him of neglect in ensuring that the assassinated president finds "justice."

Showing their audacity and the impunity they enjoy, last week, the armed gangs threatened the French embassy in Port-au-Prince. One of gang leader Izo's "soldiers" made a phone call last week to the French diplomatic mission, asking that ransom be paid for the protection of its personnel. He identified himself as the representative of the team responsible for ensuring the security of the neighborhood where the Embassy is located. Apparently, the threat was made following an unsuccessful attempt by Barbecue to have his child enrolled at the French Lycée. According to credible information, the registration was made, but the candidate was not accepted. As usual, there was no official reaction from the Haitian authorities, following this unspeakable act. There was total silence from the Chancellery, the Ministry of National Defense and from the Prime Minister's Office. Are we to believe that, not unlike the kidnappings, this phone call from a member of the *Village de Dieu* (God's Village) gang was ordered by the team in power?

Clearly, the foregoing facts prove to Luiz Abinader that the people holding power in Haiti have made themselves illegitimate through their actions and inactions. They are on the same level with the bandits who impose their will on to the Haitian by the power of the gun. Such are the characteristics of a delinquent state. In that light, the message addressed to the bandits by the Dominican president also targets the leaders of the country. In a way, it is an invitation to them to rectify the situation, but fast. That is if they are still capable of doing anything!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAITI
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Terrier Rouge
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 3794 0797 ou
(509) 2254 0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
17 Haïti Dr. Dorvale
122 Rue Joseph Casavant
Montréal H2V 2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. S'adresser au bureau de Jean Claude Valmir
13 bis Avenue Hoche, 1er étage, 75008 Paris
Tél. (33 1) 43 63 26 10

ÉTAT-UNIS
1 an classe
_ 140.00 $ US pour six (6) mois
_ 90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
_ 350.00 FF pour six (6) mois
_ 1205.00 FF pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1 an classe
_ 375.00 US pour six (6) mois
_ [illegible] pour un (1) an

EUROPE
_ 79 EUROS pour six (6) mois
_ 125 EUROS pour un (1) an
Par mandat postal international français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/Etat _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Les tarifs ci-dessus sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:30 AM Page 12

LITTÉRATURE INTERDITE

Le pays de mon *âme* n'est pas celui de mes amours

Par Daniel Milord Albertini

Oncle Paul était de petite taille, il s'appelait donc *tipaul*. Comme son frère Abel, *tiabel*. Il partageait plus que de la fratrie avec *tiabel*, mais des histoires. *Une histoire insolite*. Sexe sans confidence. Quand il parla de *tiabel* le frère de Zizi, il les voyait plus petits que lui de taille, et lui-même de mensuration plus grande que *tiabel*. Mieux, il était fils légitime. Ce n'était pas sans conséquence, il a eu en outre, Rita la femme de *tiabel* en tête, en réalité *la puissante hanche*. Il ne fallait néanmoins pas l'appeler *tipaul*, car *c'est une insulte*. Maitre Paul, oui, il est enseignant pédagogue *surtout fils de juge, diplômé d'études supérieures à Mexico DF*. Ses amis laissés au pays, le voyaient sur un piédestal à son retour. Rita aussi.

Sévigné son père qui a marié la grande sœur qui quant à sa mort, *papa* Laleman lui aurait donné sa plus jeune bru. Clorindre. Si *tipaul* est le neveu de la grande sœur et cousin de la fille de celle-ci, en même temps le demi-frère puisque son père était le père d'Eugénie la fille de la grande sœur de Clorindre, il se voulait le privilégié. Eugénie de ses petits seins, on l'appela donc *tibouboute*. *Histoire héritée au pays du p'tit nom, c'est la guerre au sein de ce monde divisé en clan de couleur.* Les accusations allaient bon train, une bastonnade en foi de quoi à Grand-Goâve (Grand Port), près de Petit-Goâve (Petit Port).

L'histoire se passe à Grand-Goâve, au pays de Toufiq Sassine, l'oncle de Jean Sassine lié par la camaraderie de banc d'-école à *tipaul*, mais aussi par sa nièce doublée de cousine, la fille du docteur Férus qui lui-même était de Petit-Goâve. Andrée est aussi *tiandrée* dans ce monde décrit. Marie sa sœur aînée n'avait pas de *p'tit* nom. Marie tout court. Le père, le docteur Férus, s'appelait Maurice. Le plus jeune de la famille est *timaurice*, car il est Maurice aussi. Tous connaissaient le caractère hilarant de Jean Sassine le consul en terre étrangère, qui de ses visites de famille chez l'oncle Toufiq, faisait voir toute la game et de toutes les couleurs aux servantes. Au grand plaisir de Toufiq brusquement rendu sourd le voyait de ses envolées littéraires en créole aux bonnes. Par exemple. Jean interpella une jeune servante : ki jan w rele ? La fille se dit Viergina. Jean lui dit allègrement : rentra la mwen shanje non w! Toufiq rit de la mimique évidemment il n'entend pas. *Mais, tipaul*.

C'est ainsi, *tipaul*, le bel air du courailleur de femmes en même temps mauvais caractère hérité de la cécité qui l'a atteint de force après l'opération qui a pourtant lieu à Port-de-Paix, par des experts américains. Le *Dr. blanc* a opéré la chirurgie sur le mauvais œil qui était encore intact, dit-on afin de le sauver du glaucome. L'intervention chirurgicale est la catastrophe qui va détruire, donc il entrevoyait de l'œil du glaucome, et ne voyait rien du bon œil. De là, dans ce pays où tout était vu de mauvais œil, pour *tipaul aveugle* aussi.

La guerre familiale prenait donc différents visages dans les circonstances, le voisinage en était témoin. Le clan Sévigné (juge décédé) suspectait le clan Fénix (frère convoiteur). La veuve du juge, Clorindre subissait les assauts répétés de *tibouboute* la nièce belle-fille, la fille de la défunte gande sœur. Toute la fratrie, surtout *tipaul aveugle* jetait sa verve sur *tibouboute* pour défendre leur mère. Le drame tant attendu arriva, *tiabel* infligea toute une bastonnade à *tipaul* à cause de ses avances à Rita sa femme. La scène, *tipaul* prétendit la coulante pour attirer Rita en lui clamant de lui apporte du thé : Rita *pote thé* Rita *pote thé*, tandis que *tibael* revenant des champs arriva à partir de *te thé po* Rita *tete po* Rita. Ici la guerre prit l'autre tournure du verbe, c'est la chasse et la bastonnade d'un aveugle par son frère d'une autre mère que la grande sœur de Clorindre. Tout Grand-Goâve en parla jusqu'à Petit-Goâve quand d'un matin d'école, le camion de transport débarqua l'oncle Paul comme rentrant de guerre, avec blessures et douleurs. Alors tipaul rentra au bercail.

Lambert Saintjuste est un ami de *tipaul*, et est la seule personne à qui il accorde ce droit. L'appeler *tipaul* par *mètlambè* (Lambert Saintjuste), professeur au même titre. De taille plus grande en plus. Quand Lambert, *mètlambè* passe il côtoie le long mur sur la partie solide du canal de la propriété avec son journal sous le bras. C'était pour aller siffler *les poulettes du pays voisin*, chaque quartier était un pays. Il criait : « *tipaul* ». Oncle Paul lui répondait : « *adios* », parce qu'il avait étudié la pédagogie au Mexique, et était membre de l'UNESCO aussi pour ce que je retenais des lectures afin d'avoir droit aux dispositifs qui dévoilaient des photos de femmes en bikini avec lui, *el dessarollo de la comunidad en America latina*. C'est l'histoire d'où le nom de *tipaul adios* que lui avaient donné les gens du quartier, allègrement. Une relation qui concernait aussi De Moya l'épicier, Denisé le mari battu de sa femme *tikott*, Rudy Cameau le *nègrouj*, *boss* Sénèque le frère de *miss* (*Célestin*) aux aiguilles de seringue assassineuses de fesses, *ti* Raymond *nwa*, *madan* Lami la mambo, *madan* Antonio la *shòshère*, *boss* Élie le mécanicien de la HASCO et propriétaire du bazar voisin de l'épicerie du Mont-Carmel de De Moya, *pèdézi* le voisin au grand drapeau.

Continued from page 7

ted the word five times in one sentence.

However, he's proven himself to be among the most corrupt. In fact, he even said, ***"I was forced to name 50 corrupt judges."*** He probably needed them, otherwise how does one explain the millions of dollars in cash found at his house, following his assassination. The so-called police investigation report only stated, ***"Much cash has been found,"*** without giving the amount. Others, however, have mentioned ***"between $15 million and $45 million."***

One will never know the real amount because the corrupt investigators must have shared among themselves much of the sum found. Even Martine Moïse, on her return to Haiti after her brief hospital stay in Miami for treatment, following her husband's assassination and her superficial wounds, went to the residence and came out with a large bag full of cash. Did the U.S. officials who provided her the bodyguards help in counting the large denomination bills found in the bag? Alternatively, have they joined the "Corruption Club?"

What "vision" did her husband have that she won't let die? Would the proliferation of gangs that caused death and desolation in the land be part of it? Of all the assassinations during the rule of her husband, she could at least explain what happened in the assassination of Monferrier Dorval, president of the Port-au-Prince Bar Association. He was gunned down a year ago, on August 28, yards away from the presidential family residence in Pèlerin 5, where the president himself was assassinated. Two weeks later, in a television interview, Jovenel Moïse said, ***"He [the lawyer] died at 10:15, [that evening] and three minutes later my wife [Martine] showed me the video."*** But the president opposed her testifying about the murder and also blocked any investigation of the horrendous act, though lawyer associations of francophone countries had called for such. Until today, ***"justice hasn't been done"*** in the Monferrier Dorval case.

Definitely, Martine Moïse must come clean in the brutal murder of the president of the Port-au-Prince Bar Association, as well as in other cases of corruption, before she can become a candidate for the presidency. Additionally, she has no right to pressure de facto Prime Minister Ariel Henry to organize elections now, while he gangs left behind by her husband control large swaths of the country.

A daughter of Haiti has gotten some recognition— in Italy, no less

In *"Ma io volevo solo cantare,"* ("I only wanted to sing"), a book by Italian singer Ubaldo Bruno, Carline Oriol DesGrottes, a star herself, is mentioned in terms that can only charm her. Read it here:

''Her worldly life is intertwined with my activity as a singer and a private teacher, in touch with beautiful women, models as Carline Oriol des Grottes, who was born in Haiti, then lived in New York, and finally in Milan, where she worked for high fashion brands. She introduced me to the city's jet set and to many personalities of show business. It was definitely a great time!"

Carline adopted me as a replacement of her uncle Gérard Loiseau who died in 2014. An erudite lawyer, Gérard was a close friend and associate since the 1960s in the struggle against the Duvalier dictatorship. Though living in Milan since 1980, Carline has kept Haiti in her heart. She married an Italian, Dr. Alberto Buschi, and proudly talk about her 26-year-old son Francesco Oriol-DesGrottes Buschi, who proudly claims to be Italian-Haitian-American. A graphic designer, Francesco looks forward to when the situation in Haiti will allow him to visit the land where his mom was born, "a land with such a rich history," he says. His blond fiancée says he likes to sun himself, so his skin can be darker more like that of the majority of Haitians.

It's a sad commentary that the leadership of Haiti has failed in managing the country, which has so many sons and daughters, as well as grandsons and granddaughters abroad asking how best they can be of service to the motherland.

RAJ
September 8, 2021
raljo31@yahoo.com

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs.
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:31 AM Page 13

HAÏTI-FOOTBALL

La FIFA : Les comploteurs se dénoncent après leur crime

Suite de la page 16

scolaires, cela attirant des foules énormes er de juteuses entrées cash aux guichets. Malgré l'insistance de ministres des Sports successifs, personne ne peut toucher l'immoral qui a entrée et sortie, à toute heure, au Palais, et surtout a fait la campagne des deux (2) derniers élus du Palais, en plus d'être « *chouchouté* » et courtisé par les chefs, puisqu'il est indispensable pour gagner des élections, grâce à son accointance avec les gangs, à Pétion-Ville, intouchable aussi puisque « *chef auto proclamé* » ! du syndicat du ministère des Sports dont il tient en otage tous les titulaires qui y sont nommés. La Police et même la Justice, à Pétion-Ville « *évitent*» cet homme, qui a, d'ailleurs, un *payroll* de journalistes assez fourni, comme peut attester son entrée à tout moment sur les médias à forte écoute. Bizarre alors, il y a quelques années, il craignait même de se présenter dans de endroits publics, tant il était déjà une pourriture et rejet de la société, tant son passé immoral le rendait répugnant.

Ernso Lorrence et Romain Molina associés

Face à ce bilan de destruction totale du football du pays, les auteurs intellectuels de cet acte horrible s'empressent de monter au créneau pour se dédouaner. Ainsi celui qui annonçait le tsunami, dans une longue entrevue à la station à grande écoute nationale, Radio Télé Guinen, a révélé qu'il a l'oreille de la FIFA, allant jusqu'à confier qu'il avait repoussé l'offre de celle-ci d'entrée dans le Comité de normalisation, soulignant qu'il n'est pas intéressé d'être président de la Fédération. Il est vrai que l'on savait déjà, d'abord, parce qu'il a été sanctionné pour fraude (les règlements sont clairs là-dessus), mais on savait surtout qu'il n'en avait pas l'étoffe. Il est juste un trublion qu'on met souvent «*devan*» pour déstabiliser ce qui est facile en Haïti, si on est sûr de sa capacité à ne pa se faire assassiner Il a déjà rempli cette mission dans le passé et a réussi, notamment, avec le Comité olympique pour l'un de ses patrons au sein du Comité olympique haïtien, en 2014;

Dans cette entrevue, il a nommément révélé que c'est M. Marc Sabbat, un homme d'affaires, commentateur sportif d'occasion, à Radio Caraïbes, qui l'a mis en contact avec Molina, laissant même entendre que l'opinion se trompe quand il pense que c'est Molina qui dirigeait les « *manœuvres* », mais plutôt lui qui était aux commandes. Allant plus loin, il a confessé que lorsque Molina lui a dit qu'il allait frapper avec un dossier d'abus sexuel, « *Je lui ai dit non parce que le nom D'Yves Jean Bart était là-dedans. Mais vu l'entêtement de l'ancien président, qui a, malgré tout, organisé les élections, je lui ai donné le feu vert pour publier le dossier d'abus sexuel* ». Rappelons que Molina avait commencé ses séries d'attaque, en janvier, avec une dénonciation sur la corruption dans une Fédération prise en otage. Pendant ce temps. Ernso Lorrence lui enchaînait avec le même langage et sur le même thème de corruption. En février. Molina, cette fois, enchaînait avec la drogue, pratiquée, selon lui, à grande échelle à la FHF, insistant aussi pour oser affirmer que les jeunes joueurs formés à Camp Nous devenaient tous des bandits de rue et des marchands de drogue. Enfin, ensuite dans ses tweets, fin mars, il disait qu'il allait fracasser Port-au-Prince avec un dossier d'abus sexuel qui lui a apporté des résultats à tout coup dans le monde entier.

Il est vrai les observateurs même peu avisés avaient vite déduit la collusion et la coordination parfaite entre les deux hommes. Pire, au début d'août, quand le dossier semblait nettement faiblir, brusquement des employés de la FHF proches du secrétaire général et auparavant toujours amis de l'ex-président, sont, eux aussi, montés avec étonnement au créneau, dans les médias haïtiens, avec Preméus Jasmin, Roosevelt Ducasse, Antoine Doret, Wandelson Saint-Hilaire, eux oubliant tactiquement le thème d'abus sexuel, un peu pour dénigrer, à tout bout de champs, Jean-Bart et sa famille et tirant à boulets rouges sur tous ceux qui ont rapport avec le Club Les Tigresses, la famille sportive de l'ex-président, avec étonnement, d'ailleurs, puisque ceux-là étaient des ennemis farouches de Lorrence, mais ne cachaient pas une connexion avec Romain Molina.

Les liens, en Haïti, avec la structure de la FHH de Molina ne faisaient plus de doute, et sont patentés lorsqu'il lui fallait donner de consistance à son dossier macabre, Molina osait, dans ses vidéos et ses écrits, désigner Mme Yvette Félix par son pseudo, que seuls les habitués du Centre connaissent et utilisent, parlant ainsi de MAMISSE, une dame qui menait une lutte sans merci, et pour cela « *détestée* » contre le vol de la nourriture, des biens du Centre et du matériel de football par ces « *ayant droit* ».

Au début de l'année, Romain Molina insultait même les Haïtiens patriotes et si fiers de la noblesse de leur histoire en désignant Ernso Lorrence de héros d'Haïti, à l'instar de Jean Jacques Dessalines, pour sa contribution au sauvetage du football haïtien et des joueuses et des joueurs de Camp Nous. Les mondialistes de FIFA Brésil U-17 2019 ou les filles U-20 FIFA mondialistes France 2018, désormais illégaux, à l'étranger, perdus pour le football de haut niveau et une carrière si prometteuse, face aux drames de tous « les *sans papiers* ».

Tous ceux qui ont monté le complot et qui promettaient un football brillant se démarquent de ce bilan qu'ils ont eux-mêmes entraîné. Cette sortie diffusée par deux fois sur Radio Guinen, deux journalistes généreux et visiblement délégués, et sur commande, apportent un élément du dossier magistral. On se rappelle, au début de l'affaire. Wilner Étienne, le DTN, était en première ligne à fustiger tous ceux qui incriminaient le l'ex-président. C'était normal, puisque l'ex-DTN est comme une création de l'ancien président, qui l'a vu grandir et l'a chaperonné en tout. Malgré il était un obscur joueur en équipe de jeunes, donc sans carrière de footballeur, il a franchi vite toutes les étapes, depuis le simple coach d'équipe féminine, et tout jeune, propulsé entraîneur national, quand on sait que la carrière de joueur est primordiale pour faire sa route comme coach. En tout cas, avec la bénédiction de son parrain, Wilner a doublé tout le monde, au point qu'en dehors d'un court passage comme coach de Tempête et de l'Aigle Noir, il a eu l'énorme privilège de gravir tous les échelons d'assistant entraîneur national jusqu'à celui de DTN. en ayant un privilège qu'aucun autre coach haïtien n'a connu.

La FIFA oublie les noms des inculpés

Wilner Étienne, Garry Nicolas et Fénélus Guerrier, et c'est sans

Suite en page 14

Jean Jacques Pierre, le principal problème de la Sélection nationale d'Haïti, selon les cadres de l'équipe

Suite de la page 16

Comité de normalisation puisqu'elle ne sait rien dans le football », s'indigne-t-il.

Jean Jacques Pierre, un chef de clan et un incompétent

L'Attaquant de pointe de la Selection nationale, Duckens Nazon, est le plus critique vis-à-vis de Jean Jacques Pierre. Le Duck décrit une situation humiliante jamais rencontrée au paravant. « *L'organisation du match contre Îles Turcs and Caicos était mauvaise, dès notre arrivée, on nous a transporté en School Bus, il n'y avait pas de nourriture ni de l'eau potable à l'hôtel. Le terrain de jeu n'était pas approprié, et qui pis est, nous avions manqué une séance d'entraînement parce que le staff technique faisait la revendication du paiement de son salaire* », a déclaré Nazon, affirmant que le Comité de normalisation n'a pas de respect pour les joueurs qui évoluent à l'étranger, encore moins pour les joueurs locaux.

Selon Nazon, Jean Jacques Pierre ne sait comment gérer un groupe. « *Jean Jacques n'est pas l'homme idéal pour mener la barque. Il a été l'entraîneur adjoint d'une équipe française de cinquième division, comment pouvait-il diriger une Sélection nationale sans aucune expérience de haut niveau ? C'est pour la première fois que j'ai vu une situation pareille dans l'équipe* », proteste Duckens Nazon.

L'ancien joueur de Wolverhampton en a profité pour retourner sur son altercation avec Carnejey Antoine, qui avait trouvé le support du Coach. "Lors de la première rencontre de la Gold Cup contre USA, Carnejey avait demandé à l'entraîneur de me changer sur le terrain, et quelques minutes après le coach m'a remplacé. Après le match, j'ai demandé à Carnejey est-ce que vous aviez demandé au coach de me remplacer, il m'a répondu oui et du même coup j'ai été énervé", confirme le joueur.

"Carnejey avait demandé le dossard 10 en absence de Donald, je disais que le numéro 10 c'est pour un joueur emblématique et un cadre de l'effectif, tu n'as rien fait pour l'équipe, pourquoi veux-tu le dossard 10. Carnejey Antoine est un intouchable aux yeux de l'entraîneur", conclu Duckens Nazon.

Même réaction de Kevin Lafrance concernant Jean Jacques Pierre : « *Il est un hypocrite, il ne sait pas gérer un groupe. Il n'a pas la capacité de diriger la Sélection. Je ne serai jamais en Sélection avec lui* », a sèchement déclaré Kevin Lafrance.

Pour sa part, l'ancien capitaine de la Sélection nationale, Jhonny Placide, impute la responsabilité de la débandade de l'équipe à Jean Jacques Pierre. « Déjà le problème, il vient dès le départ. On a construit un groupe depuis des années et je pense que la première erreur a été de changer ce groupe, ce noyau dur. Pour ma part, ça a été une déception », a déclaré l'ancien gardien de but de la Sélection

« *Les nouveaux ont eu trop de confiance, trop de crédit. Ça a déstabilisé le groupe* », conclue Jhonny Placide, comme la plupart des cadres, qui ne jurent que par la tête de Jean Jacques Pierre pour revenir en Sélection.

Les joueurs ont coupé le pont avec la Sélection, jusqu'à ce que Jean Jacques Pierre laisse la tête de l'équipe nationale. Car c'est lui le problème. Reste à savoir si les jours du sélectionneur Jean Jacques Pierre, le protégé de Carlo Marcelin, sont comptés à la tête des Grenadiers.

G.J.M.

jeanmarie2220@yahoo.fr

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:31 AM Page 14

Suite de la page 16

sans aucune gêne qu'ils s'amusent à répéter que « *Nou ranje afè nou* ». Parce que les règlements de la Commission d'éthique prévoit au maximum six mois d'enquête, alors que, le cas de ces trois renégats a débuté il y'a plus d'une année. Pire encore, jamais la FIFA, comme dans les autres dossiers, n'a dit qui mène l'enquête, puisque la Commission ad hoc installée avec Me Letang ne pouvait être plus fonctionnelle, son spécialiste juridique devenant président, donc partie prenante de la FHF.

Ainsi la sortie d'Ernso Lorrence sur Radio Guinen était pour défendre, comme Molina, ces trois «*chanje kan* » : Nicolas, Guerrie et Etienne. Les deux derniers rejoignant le camp d'en face pour donner vie au dossier de la FIFA, qui était mourant. C'est à ce prix que le secrétaire général et Mme André ayant obtenu de la FIFA « *l'oubli* » ayant accepté de signer pour envoyer à la FIFA toutes les inventions que Mme André rédigeait et leur demandait de signer pour envoyer, à savoir, visites nocturnes au Centre pour des réunions avec les joueuses, vols des passeports des joueuses pour ensuite acheter leur silence, mensonges démentis avec les faits, puisque ces joueuses ont reçu leurs passeports du secrétaire général pour voyager. Dans son entretien, le chef du tsunami confessait n'avoir jamais entendu le nom de Wilner Étienne dans des histoires d'abus sexuel, alors que les deux hommes étaient en guerre, quelque temps auparavant. L'homme est même allé plus loin pour affirmer que Monique André fut une ancienne joueuse de football.

C'est ainsi qu'il faut comprendre que, lorsque le scandale a éclaté, bien vite Wilner est monté au créneau pour défendre celui qui l'a créé et l'a propulsé au poste le plus important, en l'élevant au grade d'entraîneur de football. Ce qui n'est rien, puisqu'il est, à ce niveau, le personnage le mieux payé de la FHF, puisque seul lui, comme cadre de la FHF, il recevait un salaire FIFA, en plus d'un salaire de directeur du MJSAC, qu'il reçoit jusqu'à présent, car le DTN est un employé supérieur de l'État mis au service des fédérations, avec tous les privilèges accordés au fonctionnaire de grade de directeur dans la fonction publique. Il est important de souligner qu'aucun entraîneur haïtien dans l'histoire du football n'a eu un tel traitement. Mais sentant sa position en danger, d'autant que Molina et Ernso Lorrence tiraient à boulets rouges sur tous ceux, à ses yeux, assimilés à des proches de l'ex-président. Ainsi, Wilner Étienne fut le premier démantibulé par Molina, qui fut immédiatement mis sous enquête par la FIFA, l'année dernière. Dans la foulée, on annonça aussi une enquête sur Garry Nicolas, e plus ancien compagnon de route de l'ex-président; et aussi sur Fénélus Guerrier, qui était l'un des rares à paraître faire allégeance à l'ancien président. Rosnick Grant, Nella Joseph et Yvette Félix furent aussi cités. Et c'est là qu'apparaît dans toute sa crudité la thèse du complot; Wilner Étienne, Garry Nicolas et Fénélus décident de « *collaborer* » et de se faire même plus acides envers l'ex-président témoignant à souhait contre lui et finalement « *sauvés* » et « *libérés* » par la FIFA qui, après les six mois, le temps maximum que doit durer une enquête de la commission d'éthique, n'est jamais revenue sur ces trois cas. Mme André, il est vrai, bien connectée auprès de Veron, le directeur de la Caraïbe de la FIFA, qui est le cerveau de cette enquête et le contact permanent avec le responsable comploteur à la FIFA a arrangé les affaires de ces trois qui se sont bien rachetés en alimentant le complot. Bien vite, Wlner se crée un statut de journaliste de radio et invente des mensonges pour enfoncer le président dans le trou.

Nono Jean-Baptiste CHWF campagne

Ainsi ce samedi-là, la rumeur annonçait la venue d'une délégation de football de Port-au-Prince pour discuter avec les clubs de Saint-Marc de l'avenir du football en Haïti. Saint-Marc est une ville qui, avec ses deux clubs, qui ont imposé le respect, tant par la qualité des joueurs qu'ils ont formés, la compétence et la passion des dirigeants qu'ils ont révélés. C'est donc un pèlerinage obligé pour qui aspire à diriger le foot. Mais le choc fut terrible en voyant arriver trois mousquetaires qu'on pensait, comme disaient les soldats japonais, lors de la deuxième Guerre mondiale, « *s'être faits harakiri* ». C'est à dire avaient choisi de s'enterrer volontairement pour le bien du football haïtien auquel ils ont fait tant de tort. Nono Jean-Baptiste qui, depuis l'arrivée du pouvoir « *tèt kale* » s'est installé en Haïti, propulsé, même sans aucune compétence, directeur du ministère des Sports, mission désastreuse, puisque n'était-ce son affiliation personnelle au président Martels, il aurait fini en prison, suite à une enquête administrative pour une affaire très grave de passeports diplomatiques vendus avec des visas américains.

Il est vrai que le ZE est coutumier de ses « *rackets* » qui font sa réputation à Miami. En Haïti, les gens ne sont pas près d'oublier les nombreux « *coups* » de ce « *bad boy* », homme terrible de Miami. En Haïti, il est tout aussi décrié, avec son histoire d'équipe « Accolade » vers les années 90 où chaque période il charriait des tonnes de footballeurs en Floride avec beaucoup de « *Congos*».

Son passé tumultueux et son combat farouche contre le football et le championnat national, que d'aucuns ne sont pas prêts d'oublier que c'est lui qui « *déchouqua* » le Stade Sylvio Cator, qui logeait les bureaux de la FHF, à l'époque, causant la démission forcée du très respecté Dr Pierre Célestin, président, et de son secrétaire, Eddy Bertin, SG de la FHF, lors des émeutes violentes ayant suivi le départ du pouvoir du général Prosper Avril.

Rien n'a filtré de cette réunion, sinon on est sûr que, ces visiteurs, bien connus à Saint-Marc, pour leur triste réputation, ont été éconduits. L'accompagnateur de Nono, Jean Donald Timo, avait peut-être oublié un vol perpétré aux dépens justement de Tempête de Saint-Marc « *oubliant* » de remettre à la LINAF, dont il était le délégué à un match de championnat des fonds qui lui ont été remis pour le populaire club de Saint-Marc, sans compter de multiples « *coups* ».

Nono Jean-Baptiste était d'ailleurs le concepteur du projet de construction de stades de football avec des fonds tirés du PétroCaribe. Mais lorsque son chef a vu tout ce qu'il y avait à tirer de ce projet il a dû accepter donc de partager et de cohabiter avec plus « *chef* » que lui à travers le projet présidentiel « *Foutbòl Pou Chanjman* ». Il s'est aussi rabattu alors en créant « *L'équipe de la présidence* », une autre voie pour piller l'administration publique en exigeant des sorties de fonds des ministres et directeurs généraux, pour aller en province à chaque fête patronale, sans rien donner, même pas un job aux pauvres footballeurs.

Comme on le voit, après avoir donc réalisé leur coup d'État, l'objectif est de courtiser les clubs pour leur faire avaler la couleuvre du coup d'État. Aalors sans doute Ze Nono aura fait le travail de ses patrons, et lui.espérant pouvoir peut-être réaliser son autre folie folle de déloger Infantino du poste de président de la FIFA, en 2023, puisque Nono ne pardonnera jamais à l'ancien président de la FHF d'avoir refusé de le pistonner comme candidat à la présidence de la FIFA.

Sans doute on en saura plus, sur cette réunion de Saint Marc. Peut-être ont-ils promis de rouvrir le chantier du Stade construit à saint Marc à la sortie nord de la ville en ruine des années depuis.

MATCH AMICAL

La Sélection haïtienne de football humiliée dans le Golfe persique

Par Ricot Saintil

La descente aux enfers se poursuit pour les Grenadiers. Invités à affronter la Sélection nationale de Bahreïn et celle de la Jordanie, respectivement 95 et 94 au classement mondial de la FIFA, la Sélection haïtienne a été giflée, le 1er septembre, par son homologue de Bahreïn (6-1) avant de gagner honteusement contre Jordanie (2-0), le 4 septembre. Ces deux matchs amicaux, avec des joueurs de seconde zone, convoqués en raison du refus systématique des joueurs cadres de cohabiter avec le sélectionneur Jean- jacques, sont l'expression de l'effondrement de la Sélection nationale et de l'incapacité criante des dirigeants en place d'assumer leur rôle de garant du football haïtien.

Le sport-roi haïtien avait tourné la page, des claques, des gifles, des grosses déculottées, des scores fleuves qu'il recevait des mains de ses adversaires. La Fédération haïtienne de football (FHF) durant la dernière décennie, a inscrit le football haïtien, au niveau des sélections nationales, dans une dynamique de progrès et de professionnalisme. Pour y parvenir, l'administration d'Yves Jean-Bart, a pris des mesures drastiques pour mettre les équipes nationales dans des conditions optimales. Elle a engagé des entraîneurs qualifiés et compétents, déniché des joueurs expatriés de niveau, planifié les voyages à temps, hébergé les équipes dans des hôtels luxueux, organisé des stages de préparation de haut niveau et surtout a été à l'écoute des joueurs. Toutes ces dispositions, et bien d'autres, ont révolutionné le football haïtien, qui a engrangé des résultats satisfaisants. Les deux matches amicaux dans le golfe persique contre Bahreïn et la Jordanie est la preuve flagrante que le football haïtien est retombé dans ses travers. La stabilité et la compétitivité retrouvées sont parties en fumée. Elles ne sont qu'un lointain souvenir.

C'était, pour se faire une idée, une équipe haïtienne constituée de joueurs pour la plupart qui honoraient leur première sélection et surtout qui évoluent dans des championnats amateurs. Ils nous viennent de Chypre, d'Arménie de Bangladesh, d'Azerbaïdjan, de l'Inde du National 4, en France (4e division), et j'en passe. Il ne faut pas se voiler la face, ces championnats sont des catégories inférieures, même si on n'écarte pas la possibilité qu'-un joueur haïtien qui y joue peut-être de niveau à faire partie de la Sélection nationale. Néanmoins, les joueurs, issus de ces championnats moyens, doivent véritablement répondre aux exigences du haut niveau. Pour le moment, tout laisse croire que l'arrivée de certains joueurs sert à satisfaire aux caprices de l'entraîneur ou de certaines personnes haut placées qui en profitent pour faire leur beurre.

La réalité du football haïtien, aujourd'hui, est chaotique. Au plus haut niveau, c'est un secteur qui n'est pas dirigé. La FIFA, qui, au mépris de toutes les normes administratives de la FHF, mais aussi de la justice haïtienne ayant classé sans suite toutes les accusations portées contre Yves Jean-Bart, a entraîné le football haïtien dans une impasse. Les décisions prises par la FIFA relatives au dossier de « Dadou » Jean-Bart, particulièrement la nomination du Comité de normalisation, sont à la base de tous les faux pas et des conflits ouverts entre entraîneurs et joueurs, entre joueurs et la FHF. Ces derniers cadres sont sortis de leur silence pour dénoncer l'incapacité de Jean Jacques-Pierre à diriger la Sélection haïtienne de football. Duckens Nazon et Kevin Lafrance ont, sans langue de bois, fait porter le chapeau de la situation conflictuelle et désastreuse qui gangrène la Sélection nationale au natif de Léogâne.

Le tableau est sombre. Les jours, qui viennent, s'annoncent beaucoup plus difficiles. Les membres du Comité de normalisation vraisemblablement n'ont pas l'étoffe suffisante pour redresser la barre. Les dirigeants de club actuels n'ont que faire de l'avenir du football. Ils sont bloqués à un temps « *paradoxal* ». Les joueurs n'ont pas d'avenir, ils ne se voient pas comme des acteurs centraux de cette discipline sportive. Dans de pareilles conditions, c'est le déclin assuré de notre sport-roi pour lequel des années de sacrifices ont été consenties. Dans l'immédiat, des réponses appropriées doivent être apportées, des têtes doivent être coupées, des décisions fortes doivent être prises pour redonner le ton perdu. Néanmoins, personne de ceux qui sont présentement concernés à agir ne semble avoir les qualités nécessaires pour hausser le ton.

R.S.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:31 AM Page 15

DON'T LET SOMEONE STEAL YOUR HOME.

Criminals prey on unsuspecting homeowners to illegally transfer property deeds.

Anyone can be a victim. Be on the lookout: check the status of your property with the NYC Department of Finance and sign up for alerts on any changes to your property documents.

Act now to check your deed! Visit www.nyc.gov/deedfraud or call 311 for more information.

NYC Department of Finance

PA RATE OKAZYON AN

MONTRE NOU OU VAKSINEN

Ou gen "Key to NYC" (Kle pou antre nan Vil New York). Vaksinasyon se pi bon mwayen pou pwoteje vil nou an ak youn lòt. Moun ki gen omwen 12 an dwe bay prèv pou yo antre.

Men kèk prèv vaksinasyon:

- Kat Vaksinasyon CDC an
- Aplikasyon COVID Safe NYC an
- Kat Excelsior NYS la
- Lòt kanè vaksinasyon ofisyèl

KOUNYE A OU BEZWEN PRÈV VAKSINASYON POU KOTE ANDEDAN SA YO:

RESTORAN · BIVÈT · SAL ESPÒ · SINEMA · MIZE · LÒT KOTE ANDEDAN

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

Pou plis enfòmasyon sou "Key to NYC", ale sou **nyc.gov/keytoNYC**.
Pou plis enfòmasyon sou vaksen kont COVID-19 yo, sa gen ladan kote pou w pran vaksen, ale sou **nyc.gov/covidvaccine**.

Journal 8- 15 septembre 2021qxp.qxp_HO 9/8/21 5:31 AM Page 16

HAÏTI-FOOTBALL

La FIFA : Les comploteurs se dénoncent après leur crime

Par Jacques Brave

La FIFA apprend de jour en jour comment elle s'est fait rouler en Haïti en s'embarquant, tête baissée, dans des décisions scandaleuses, sans avoir minutieusement questionné les faits monstrueux et totalement mensongers que des comploteurs de tout poil ayant un agenda maffieux bien précis , à savoir mettre, pour des raisons de corruption politique, «*leurs hommes* » à la tête de la Fédération haïtienne de football (FHF) en utilisant et en investissant des gros sous volés à la pauvre République d'Haïti pour détruire la direction pourtant élue dans des élections que la FIFA elle-même a supervisées de bout en bout.

Nous avons déjà longuement parlé des objectifs politiques de ceux-là qui ont ourdi ce complot consistant à installer leurs propres magouilleurs à la direction du football national, en prévision de la création du Fonds Pétro-Caribe pour, s'offrir de faux témoignages, lors du procès que le peuple dans son ensemble réclame, pour, d'abord récupérer les USD 4,2 milliards $ scandaleusement volés au peuple haïtien, sous le label de projets divers,

Romain Molina, lanceur de fausses rumeurs numéro 1.

dont les plus médiatisés sont la construction de soi-disant 25 stades de football.

En effet, face au désastre du football, qui choque le peuple haïtien, avec l'absence totale de compétitions nationales de football, depuis 2019, les prestations catastrophiques de deux des fleurons du football national, l'Équipe olympique humiliée à Guadalajara, avec une présentation dans le tournoi sale et choquant (même pas de gants, un joueur de champs comme gardien), cette humiliation, suivie peu après d'une triple défaite, face au Canada, signifiant l'élimination dans la honte en Coupe du monde Qatar 2022, mais aussi de la Gold Cup où nous avons été éliminés, avant même de jouer le troisième match de groupe, alors que nos adversaires, américains et canadiens, alignaient des équipes B-C, une chute que H-O soulignait dans sa dernière édition.

Le peuple haïtien, préoccupé par un quotidien de malheurs, n'a peut-être pas pris conscience de l'ampleur des dégâts, d'autant que, pour des raisons connues de tous, bien « *arrosés* », les journalistes de Port-au-Prince inventent toute sorte d'alibi pour diminuer l'impact du désastre, pourtant prévisible, puisqu'aucune cause ne peut grandir en mettant le mensonge, l'immoralité à son service. Et cela ne fait que commencer, puisque tout est au point mort comme activités de football dans le pays, d'autant que toutes les ressources disponibles sont, depuis l'arrivée du « *comité de facto* » issu du coup d'état FIFA, confisquées comme dans un « *mache prese* » par la clique de

Ernso Laurence, un autre lanceur de fausses rumeurs.

raquetteurs qui entourent les omnipotents Carlo Marcelin et Monique André ainsi que leurs «*déchouqueurs* » qui les entourent et qui lui ont servi de «*témoins à charge* » par la FIFA ayant fabriqué les mensonges, les Preméus Jasmin, Roosvelt Ducasse, Dulia Dupont, Gisèle Saint-Hilaire, Exilus Bernard, Dieuresse..., Wilner Étienne, qui ont déjà dévalisé de tout le très joli centre Camp Nous, après y avoir chassé et contraint à une fuite inattendue et à l'exil la plupart des filles héroïnes nationales, après le Mondial U-20 France 2018 et les jeunes garçons U-17, qui ont qualifié Haïti pour sa 3e Coupe du monde masculine de l'histoire. Sans oublier les fonds de fonctionnement et les fonds de projets, sans compter aussi l'immense argent des comploteurs pour les acheter.

Le bilan est scandaleux : le tsunami promis par Ernso Lorrence, l'homme que même Jovenel Moise président de la République avouait ne pas pouvoir « *toucher* », malgré ses gabegies, et surtout le fait d'avoir transformé le parc Sainte Thérèse en un théâtre et un grand lieu de présentation de spectacles pornographiques pour attirer des jeunes et les pervertir avec des « *Shows Sensa* », même lors des matches

Suite en page 13

Jean Jacques Pierre, le principal problème de la Sélection nationale d'Haïti, selon les cadres de l'équipe

Par Gesner Jean Marie

Port-au-Prince, le 5 septembre 2021; Dans une vidéo live sur Instagram qui devient viral sur les réseaux sociaux, depuis dimanche 5 septembre 2021, plusieurs joueurs cadres de la sélection nationale d'Haïti, Frandtzy Pierrot, Ricardo Adé, Duckens Nazon, Kenvin Lafrance et Jhonny Placide, pour ne citer que ceux-là, se sont positionnés sur la crise que confronte la sélection nationale.

Jean Jacques Pierre.

Selon ces joueurs, le vrai problème de l'équipe n'est autre que le sélectionneur, Jean Jacques Pierre qui doit démissionner avant qu'ils reviennent en sélection nationale.

Le ver est dans le fruit, tout a été annoncé depuis le premier stage de Jean Jacques Pierre à Punta Cana, en République Dominicaine où le Grenadier Fan Club, une organisation parallèle, effectuait des dépenses douteuses pour la sélection nationale avec 11 cartes de débit différents pour le compte de la Fédération haïtienne de football (FHF).

La sonnette d'alarme a été déjà tirée par certains joueurs et relayée par Goals9, une agence de presse sportive en ligne, concernant les mauvais traitements des joueurs et le comportement inacceptable de Jean Jacques Pierre, l'un des points de contact de Romain Molina dans le complot contre le Football Haïtien, devenu brusquement sélectionneur, à la valeur du secrétaire Général de la Fédération haïtienne de football, Carlos Marcelin, son protecteur.

Absents de la sélection depuis après la Gold Cup. Les joueurs qui ont réalisé l'exploit de 2019, en demi-finale de la Gold Cup, contre le Méxique sont sortis de leur silence pour dénoncer le sélectionneur, Jean Jacques Pierre, qui exécute le plan macabre de Romain Molina de détruire le football haïtien en humiliant les cadres et favorisant les jeunes sans expériences.

Selon Frantzdy Pierrot, joueur de Guingamp, en France, depuis les deux matchs éliminatoires du mondial Qatar 2022 contre Canada, il y avait un manque de préparation au niveau de l'organisation. Toujours selon le joueur de 26 ans, lors de la dernière édition de la Gold Cup, c'était inadmissible que les dirigeants du comité de normalisation avaient décidé d'effectuer une baisse de salaire de tous les joueurs ayant été testés positifs à la Covid-19.

Le défenseur central et capitaine de l'équipe nationale, Ricardo Adé a fustigé le comportement des membres du comité de normalisation qui ne respec-

La Sélection nationale en compétition.

tent pas les joueurs. "Il y'avait une réunion entre les joueurs et le comité de normalisation depuis mars concernant la suite des éliminatoires Qatar 2022 et la GoldCup 2021, rien n'a été respecté", a rapporté le joueur de 31 ans.

"Lors du match contre Îles Tucs and Caicos, Monique André avait déclaré: « *Se ak Îles Turcs and Caicos nou pral jwe, gen jwè nou pa menm bezwen rele* », a fait savoir le capitaine, qui préconise de mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. « *Monique André ne devrait pas être dans le football, encore moins dans le*

Suite en page 13